

# Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE  
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER  
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

## ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an..... 64 fr.	Un an..... 96 fr.
Six mois..... 32 fr.	Six mois..... 48 fr.
Trois mois..... 16 fr.	Trois mois..... 24 fr.
Chèque postal Feraud 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## EXPLIQUONS-NOUS avant notre Congrès extraordinaire

Nous avons promis des explications. En voici :

Examinons d'abord la situation de notre journal après bientôt trois mois d'expérience.

Les conditions prévues et espérées dans les rapports soumis et adoptés au Congrès ont-elles été remplies ?

Nous disons non !

1° Appoint financier, sous forme d'emprunt et souscriptions, bien inférieur aux prévisions ;

2° Le chiffre d'abonnés et de lecteurs est insuffisant, et beaucoup trop éloigné de celui que nous pensions obtenir ;

3° Depuis le mois d'août, et surtout depuis le départ de « notre quotidien », par suite de l'augmentation du prix de l'impression, du papier, de la main-d'œuvre, nos dépenses ont été plus élevées que celles que nous avions prévues. En conséquence, notre déficit journalier fut également beaucoup plus fort, et à la date du 15 février il était d'environ 900 francs.

Pour déterminer exactement ce déficit nous avons été obligés d'attendre le ré-

sultat de la vente en province fournie par les Messageries Hachette, et c'est seulement le 15 février que nous en avons eu connaissance.

Devant cette situation, le Conseil d'Administration a pris les premières mesures qui s'imposaient : réduire le tirage, et porter le prix de l'exemplaire à 0 fr. 25.

Mais cela est-il suffisant ? Non seulement le Conseil d'Administration doit faire face aux difficultés présentes, mais aussi il doit envisager celles de l'avenir.

Le change, les nouvelles mesures fiscales, menacent d'aggraver encore la situation du LIBERTAIRE QUOTIDIEN. Aussi, le Conseil d'Administration, soucieux de respecter le mandat que le Congrès du mois d'août lui a confié, engage les Anarchistes à se concerter rapidement, afin de voir ce qu'il y a lieu de faire, et à déléguer le plus grand nombre possible de camarades au Congrès Extraordinaire qui aura lieu dimanche prochain 24 courant, dans une salle qu'il désignera d'ici-là.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

## 30.000 ouvriers sont en grève dans la région parisienne

### Chez Citroën

La journée d'hier fut une journée de pourparlers d'une part et d'extension du mouvement d'autre part.

La délégation ouvrière a discuté avec la direction au mieux des intérêts ouvriers.

Le Comité de grève des usines Citroën et Mors, réunis salle Sorel, a enregistré le bel entrain des grévistes et a entendu le compte rendu de la délégation. Il a décidé de déjouer les manœuvres patronales en invitant les camarades à assister tous à la réunion qui se tiendra ce matin à 9 h. 30, rue Grange-aux-Belles.

La délégation rendra compte de l'entrevue.

Plus que jamais, il faut rester tous unis et ne pas se laisser influencer par les procédés d'intimidation patronale. Aujourd'hui, à 14 heures, tous les grévistes iront à la paie et continueront le mouvement avec calme et dignité jusqu'à complète satisfaction.

### Chez Panhard-Levassor

Depuis quelques jours, les compagnons de cette maison reviennent à l'action.

Vendredi passé une réunion fut tenue par le personnel et une délégation nommée pour porter les réclamations à la direction. Dans la journée de samedi, tous les délégués, et même d'autres copains, qui avaient posé des affiches ou distribué des tracts, furent, sans explications, réglés et mis hors de l'usine.

Lundi soir, une autre réunion fut tenue et une nouvelle délégation nommée.

Hier elle s'en fut à la direction et pendant ce temps la grève des bras croisés fut décidée dans tous les ateliers. A 13 heures, la direction n'ayant accepté aucune des revendications posées par la délégation, la grève fut décidée.

Une réunion fut aussitôt tenue dans laquelle les grévistes, au nombre de 2.000, votèrent la grève si les conditions suivantes n'étaient pas acceptées :

- 1° Réintégration des révoqués ;
- 2° Augmentation des salaires de 6 francs par jour ;
- 3° Respect des huit heures ;
- 4° Reconnaissance des délégués d'usine.

On le voit, le mouvement est bien parti et les grévistes pleins d'entrain, obtiendront satisfaction.

Grande réunion ce matin, à 8 h. 30, à l'Utilité sociale, boulevard Blanqui.

Le Comité de grève siège en permanence à la Maison des Syndicats, 163, boulevard de l'Hôpital.

### Un appel à l'Unité

Des camarades occupés aux usines Citroën, Panhard, etc., et adhérents au syndicat autonome des métaux nous ont adressé les lignes suivantes :

Nous invitons nos camarades en lutte, et surtout ceux qui ont la direction du mouvement, de ne pas oublier que pour notre réussite à tous il faut tenir compte que jamais, l'unité d'action est nécessaire.

Parmi les grévistes, il y a plusieurs opinions et diverses tendances. Il y a des croyants, des athées, des républicains, des socialistes, des communistes, des libertaires, des syndicalistes. Malgré les diversités d'idées, nous avons tous intérêt à nous unir contre le patronat afin de voir aboutir au plus tôt nos justes revendications.

C'est pourquoi il faut faire abstraction

de nos conceptions personnelles pour le moment et ne penser qu'à l'intérêt commun.

Il faut éloigner toutes les tutelles extérieures, politiques et autres, et faire appel à toutes les bonnes volontés syndicales. Il y a trois syndicats de métallurgistes dans la Seine : confédéré, unitaire et autonome. Ces trois syndicats, au lieu de chercher une influence particulière sur le dos des grévistes, se doivent de s'entendre. S'ils ont la sagesse de s'unir pendant la grève, ils aideront à la réussite et ils prépareront l'unité nécessaire pour demain.

Il n'y a qu'un seul syndicat de patrons. Il nous faut œuvrer pour qu'il n'y ait qu'un seul syndicat ouvrier. Cherchons ce qui nous unit, éloignons ce qui nous divise. Un pour tous, tous pour un.

Un groupe de syndiqués métallurgistes.

### Dans la Chaussure

Le mouvement s'est étendu aujourd'hui chez Guillaume, Pichon et Bonnet, Baillet, Alcadun, Grasselet, Berthon, Plé, Jourdain, etc., etc.

Dans cinq petites maisons, le syndicat a autorisé le personnel à travailler ayant obtenu des augmentations dépassant largement les 30 sous offerts par les manitous du syndicat patronal.

Tout le monde tient le coup aisément et tous nos camarades sont résolus à ne pas accepter les propositions ridicules des millionnaires de la chaussure.

Aujourd'hui, grande réunion centrale de tous les grévistes à la Grange-aux-Belles.

Le Conseil syndical et les délégués des quatre secteurs de grève se réuniront tous les soirs à 6 heures à la Bourse du travail jusqu'à nouvel ordre.

A noter que la grève a éclaté à Romans (Drôme) dans la fabrique de chaussures Bonney.

A Cosne (Nièvre), le personnel de l'usine La Chaussade est également en grève pour une augmentation de salaires.

### Les Vidangeurs

Le personnel de la Compagnie Moritz s'est réuni hier matin à la Grange-aux-Belles, de 10 heures à 12 h. 30. Les militants ont expliqué la situation.

Devant la volonté patronale à vouloir affamer les ouvriers, l'assemblée, fort nombreuse, a décidé à l'unanimité moins quatre voix, de refuser le personnel qu'elle avait accordé jusqu'à ce jour pour l'entretien des chevaux. Cela donnera l'occasion à l'équipe patronale de nourrir elle-même ses chevaux et de travailler un peu.

L'assemblée fait appel aux camarades de la Compagnie nouvelle et Terroirs de Saint-Denis pour qu'ils se joignent au mouvement dès aujourd'hui.

Le Comité de grève est en permanence 101, rue de Meaux et se tient à la disposition de ces messieurs pour discuter, chose que les patrons ont intérêt à faire rapidement s'ils ne veulent pas s'exposer à entendre dévoiler leurs procédés contraires à l'hygiène de la population. Un personnel qui gagne de 18 à 27 francs par jour a bien le droit de réclamer une petite augmentation.

Lire en troisième page  
les nouvelles  
sur la grève des dockers anglais

## On massacre les Anarchistes en Bulgarie

La police ayant eu vent qu'une réunion anarchiste devait avoir lieu dans une maison de la banlieue de Sofia, a procédé à l'encerclement de cet immeuble. Les anarchistes, pour se défendre, répondirent par des coups de revolver qui tuèrent un gendarme et un agent de la sûreté. Peu après le feu se déclara dans l'immeuble où les anarchistes persistaient à résister. Appelés en hâte, les pompiers maîtrisèrent l'incendie.

On apprend que la police a pu s'emparer de trois de nos camarades anarchistes, et que trois cadavres, complètement carbonisés, ont été retirés des décombres.

Six agents ont été plus ou moins blessés, et la police procède à de nombreuses arrestations.

Le guet-apens inqualifiable de la police doit susciter les protestations de tous les gens de cœur.

Il est inadmissible qu'on vienne ainsi attaquer à coups de revolver des adversaires politiques qui discutent en réunion privée.

L'ignominie d'une telle conduite se passe de commentaires.

Jusqu'ici on ne sait pas encore le nombre exact de nos camarades qui ont trouvé la mort dans cet odieux guet-apens, mais il y en a au moins cinq ou six, sans compter ceux qui ont été grièvement blessés.

Espérons qu'une réprobation universelle s'élèvera contre ce crime du fascisme international.

## La guerre tue encore !

L'armistice a été conclu, voici plus de cinq ans.

Le sang — momentanément peut-être — a cessé de couler sur l'Europe appauvrie. Mais la guerre, sournoisement, fait encore de nouvelles victimes.

En voulez-vous une preuve ?

« A Duzey, près de Montmédy, une douzaine d'ouvriers étaient occupés, le 19 février, à la récupération de la ferraille, quand un coup de pioche atteignit un obus. L'explosion tua deux ouvriers, Del Mont et Morati, dont les corps furent complètement défilés. Un troisième ouvrier, frère de Del Mont, eut la jambe gauche fracturée, ainsi que de multiples contusions. Il fut transporté dans un état grave à l'hôpital de Briey. »

Ainsi, en pleine paix, des hommes tombent... encore, victimes indirectes de l'ignoble turberie.

Quand donc les humains seront-ils assez intelligents pour voter une haine implacable à la guerre, et réaliser enfin l'idéal auquel, seuls, les consciences nobles et élevées, aspirent : la Paix ?

## Feuilles épars

Selon que vous serez puissant ou misérable...

Comme si cette certitude n'était pas assez absolue, les événements viennent encore, de-ci de-là, y ajouter de nouvelles et éloquentes illustrations.

Deux situations : deux femmes ; deux poids et deux mesures.

D'une part, une histoire de vol et d'escroquerie embrouillée à souhait. Sans doute, parce qu'il est mêlé tout un monde éminentement honorable — d'un point de vue qui n'est pas le nôtre ! — un prince égyptien, sa première épouse, un ambassadeur, de grandes dames et de non moins grands messieurs, enfin une mistress quelconque et très distinguée contre laquelle est déposée une plainte pour complicité.

Précisons aussitôt que ladite mistress est peut-être tout à fait innocente du délit qu'on lui reproche. Il reste, néanmoins, qu'en vertu de l'accusation qui pèse sur elle, on a dû se résoudre à la priver de se tenir à la disposition de la justice. Faveur appréciable, déjà ; bien d'autres, à sa place, eussent été, sans plus de façon, envoyées à Saint-Lazare...

Mais cette personne est huppée et une inculpation, si grave et infamante soit-elle, ne saurait empêcher que l'on ne satisfasse aux exigences mondaines. C'est ce qu'a très galamment compris le juge d'instruction chargé de l'affaire en accordant volontiers à cette aristocratique prévenue, l'autorisation qu'elle sollicitait de partir pour la Côte d'Azur et d'y séjourner environ un mois.

D'autre part, une situation toute simple et poignante. Une femme emprisonnée depuis trente mois pour un crime qu'elle n'a pas commis. Une femme qui réclame en vain, depuis des semaines, sa mise en liberté conditionnelle qu'un ministre insensible s'obstine à lui refuser. Pour aller, elle aussi, se prélasser dans un lieu de villégiature à la mode ? Non. Pour soulager de sa chère présence les derniers instants d'une mère mourante.

A quoi bon commenter pour démontrer qu'en cette circonstance, peut-être plus qu'en toute autre, les balances de la justice n'ont jamais semblé si faussées ? Il faut plutôt demander pardon à Jeanne Morand de mettre en parallèle son émuante douleur et les turpitudes malpropres de richards décadés.

Si, au moins, cela pouvait faire entrevoir à M. Colrat, toute la cruelle ironie de son injustice ! — Marcel TOUVEY.

## Jeanne Morand commence la grève de la faim

## Les détenus politiques de la Santé font comme elle par solidarité

### Son premier jour de grève de la faim

Quand vous lirez ce journal, amis lecteurs, Jeanne Morand aura refusé son premier repas.

Avec le froid qu'il fait, nous craignons que la prisonnière ne puisse longtemps résister aux suites graves de son énergique protestation. Depuis qu'elle sait sa mère si sérieusement atteinte ; depuis cinq semaines qu'elle presse l'Administration pénitentiaire, afin d'être à même de donner ses soins à sa maman, Jeanne ne mange presque point. Les personnes préposées à sa surveillance l'attesteront devant l'enquêteur qui leur sera dépêché, si, toutefois, le Ministre de la Justice daigne, enfin, s'occuper de sa victime...

D'ailleurs, la photographie que nous avons donnée d'elle, l'autre jour, prouvant son épouvantable maigreur, est assez convaincante.

C'est donc dire que la situation de Jeanne Morand va s'aggraver rapidement.

La courageuse fille a pu, onze jours durant, faire la grève de la faim, l'année dernière, et tenir le coup assez bien ; c'était l'été. On ne répète pas impunément pour sa santé, deux fois de suite, semblable manifestation, et, avant onze jours, Jeanne Morand sera en péril de mort.

Car, ne croyez pas qu'elle cédera avant que justice lui soit rendue. Si, physiquement, elle est très faible, moralement elle est d'une force rare.

Oh ! ça l'embête bien d'avoir à risquer sa vie pour vaincre l'entêtement stupide — nous ajoutons monstrueux — de M. Colrat, elle nous le déclarait hier soir.

Elle aime l'existence pour tout le bon qu'on y peut prendre et pour les promesses qu'elle contient.

Elle déteste la mort — c'est pour cela qu'elle a combattu la guerre — et voudrait y soustraire pour un temps encore sa maman ; mais elle sait s'y exposer comme toute âme grande et généreuse afin que l'iniquité cesse.

Nous, qui allons manger aujourd'hui, nous voulons espérer que l'interdiction qui est faite à Jeanne Morand de se rendre au chevet de sa maman sera rapportée sans délai.

Jeanne Morand doit être libre aujourd'hui, pour ensuite consommer selon ses besoins et se constituer l'infirmité de sa malade.

Si vous hésitez encore, Monsieur le Garde des Sceaux, demandez l'avis de votre mère.

NOTA. — Il était admis que Jeanne Morand, en attendant sa définitive libération, serait conduite tous les dix jours auprès de sa mère. En haut lieu, on oublie cette promesse... comme bien d'autres.

Voilà TREIZE JOURS que notre amie n'a pu embrasser sa vieille maman.

Est-ce, de la part de l'Administration pénitentiaire, négligence, raffinement de cruauté ou vengeance ?

## Eux aussi

Nos camarades Charles Chauvin, Marcel Lhomme, Louis Loréal, Gaston Meunier, détenus politiques à la prison de la Santé, se solidarisant avec Jeanne Morand, ont commencé aussi la grève de la faim, ce matin.

Voici la lettre par laquelle ils en avisent le distributeur de « justice » :

La Santé, le 18-2-24

Monsieur le Ministre de la Justice, Faisant suite à la lettre de notre camarade Jeanne Morand réclamant une suspension de peine afin d'assister sa mère à ses derniers instants, nous nous élevons véhémentement contre les lenteurs administratives pouvant amener notre amie à employer, une seconde fois, pour vous faire entendre raison, ce procédé mortel : la grève de la faim.

Profondément indignés de cet acharnement à torturer une femme en ne lui

accordant pas cette libération conditionnelle — que tout homme de cœur ne peut que désirer en cette circonstance périlleuse — nous vous déclarons que, en considération de sa noble et juste requête, nous sommes décidés à soutenir notre camarade Jeanne Morand jusqu'à ce qu'elle obtienne satisfaction.

En conséquence, nous vous informons que, dès mercredi 20 courant, nous emploierons le seul moyen de protestation à notre disposition : le refus absolu de toute nourriture.

Nous voulons cependant, Monsieur le Ministre, croire à un peu de justice de votre part, et nous espérons que vous aurez déjà donné les ordres nécessaires pour faire cesser les tourments de notre camarade, évitant ainsi, à nous aussi, l'emploi de ce moyen extrême : la grève de la faim.

CHARLES CHAUVIN, LOUIS LOREAL, MARCEL LHOMME, GASTON MEUNIER, Détenus politiques.

Pour qui connaît les quatre « politiques » signataires de cette lettre, leur détermination paraît toute naturelle.

Nous nous doutions bien un peu, ici, que Chauvin, Lhomme, Loréal et Meunier se joindraient à Jeanne Morand. C'était pour l'éviter — pour empêcher que cinq camarades n'endurent les affres de la faim — que, depuis quelques jours, nos appels en faveur de la détenue politique de Corbeil se faisaient plus pressants.

Hélas !...

Maintenant, nous n'avons plus de temps à perdre. Nous avons pour devoir de mettre tout en œuvre afin de leur faire obtenir satisfaction.

Dès aujourd'hui, nous demandons à tous ceux qu'indignent les procédés du Garde des Sceaux, de joindre sérieusement leur voix à la nôtre et d'obliger le Gouvernement à accorder à Jeanne Morand, la libération promise.

## Les groupes anarchistes de Paris organisent une journée pour l'Amnistie

Les anarchistes parisiens se sont réunis nombreux en Assemblée générale vendredi dernier à la Maison Commune de la rue de Bretagne.

A l'ordre du jour, la campagne pour l'Amnistie tenait la première place.

Les compagnons approuvèrent pleinement la façon dont elle est menée dans les colonnes du Libertaire. Ils constatarent avec plaisir le grand succès du meeting des Sociétés Savantes et décidèrent la tenue d'un prochain meeting dans une salle plus vaste encore, sur la rive droite.

Enfin, pour couronner la campagne et faire sentir plus vivement du public parisien notre volonté de libérer les prisonniers, une Journée sera consacrée à l'Amnistie.

Ce sera un dimanche qui devra être fixé d'un commun accord au sein du Comité d'initiative de la Fédération parisienne. Pour cette journée, chaque groupe organisera, chacun suivant sa libre initiative, telle ou telle manifestation qui lui semblera la plus favorable à la cause des emprisonnés.

Partout, dans Paris et dans la banlieue, ce jour-là, on entendra ou l'on lira ce mot « Amnistie ». Partout on entendra parler de Cottin, de Gaston Rolland, de Jeanne Morand, de Goldsky, de Bouvet, de Taulièle, etc...

Il n'y aura pas un quartier ou une commune qui ne retiendra, d'une façon ou d'une autre, des échos libérateurs qui doivent parvenir finalement jusqu'aux oreilles des Maîtres qui gardent les prisons closes.

Allons, les copains des groupes, à la besogne ! Que chacun y mette du sien ! Que chacun donne son idée ! Il n'y aura pas un groupe qui ne voudra se faire remarquer par l'originalité et la hardiesse de sa manifestation.

Et, de l'émulation de tous, la Journée pour l'Amnistie sortira belle et brillante comme une étoile d'espoir dans le sombre ciel de ceux qui attendent en vain depuis si longtemps !



## CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

# Le peuple paiera les 20 % d'impôts

Jusqu'à la dernière heure, il était permis d'espérer que la Chambre du Bloc National hésiterait à sanctionner, de son vote, le projet de loi relatif au relèvement des impôts directs et indirects, qui correspond à une augmentation du prix de la vie, déjà si chère, dont souffrent les classes productrices.

De tous les côtés de la Chambre, pour des raisons politiques peut-être, dans un souci électoral sans doute, mais avec une clarté, une précision et une logique magistrales, divers orateurs ont mathématiquement démontré que les deux décimes étaient inopérants, qu'ils allaient mettre la gêne dans les foyers du prolétariat, et que seul celui qui travaille allait voir son faible budget réduit par cette loi, qui est un non-sens et une provocation au prolétariat du pays. Rien n'y fit. Après une séance orageuse, la nuit dernière, avec une quarantaine de voix de majorité, le comité de Lasteyrie triompha, et à moins que le Sénat ne se refuse à suivre aveuglément le président du Conseil dans sa politique de ruine, la loi sera appliquée dans toute sa rigueur.

Au-dessus de toutes les tendances, en dehors des basses préoccupations de parti, le peuple a maintenant la parole, et c'est à lui de dire s'il consent à se laisser dépouiller de tout l'indispensable, s'il entend continuer à se tuer au travail, dépourvu de tout bien-être à la plus grande joie, et pour le bénéfice de quelques gros financiers et capitalistes, dont le parlement est l'expression la plus autorisée.

### LA SEANCE DE NUIT

C'est d'abord M. Fougère, député de l'Indre, qui monte à la tribune pour y défendre un amendement tendant à insérer en tête de l'article 3 le texte suivant :

« A partir de la promulgation de la loi sur la révision des marchés de guerre... »

M. Fougère demande, en développant son amendement que, avant de frapper les contribuables de nouveaux impôts, l'on demande aux profiteurs de la guerre de restituer les bénéfices scandaleux qu'ils ont réalisés au détriment de l'Etat.

Il ne faut pas toucher aux profiteurs de guerre dans cette assemblée où siègent une majorité de millionnaires, et il semble prétentieux, à la Chambre, qu'un élu vienne demander aux escrocs de rendre ce qu'ils ont illégalement gagné.

Le tumulte commence, Daudet prend le président du Conseil à partie, et celui-ci défend « la République » ! contre celui qui veut mettre la justice entre les mains du roi.

L'énervement a gagné tout le monde, l'on réclame la clôture contre laquelle s'élève avec énergie M. Dutreil, qui critique vivement le projet du gouvernement, qui ne fera pas, ainsi que le prétend MM. Poincaré et de Lasteyrie, baisser la livre et équilibrer notre franc.

Et il ajoute :

« Le Gouvernement, dit-il, nous demande de couvrir le budget des dépenses recouvrables par le double décime.

« Mais est-ce que, vraiment, parce qu'il manquera 3 milliards, tout est compromis, et la livre descendra-t-elle ? Il ne s'agit donc pas de sauver le franc. Par contre, la conséquence inéluctable des mesures proposées, c'est une hausse formidable de la vie.

« Qu'on regarde les classes moyennes qui sont l'armature de la France : quel sera pour elles le résultat du vote qu'on demande à la Chambre ? Une surcharge. Quelle va être également la mentalité de tout le pays qui entend dire que l'exploitation de la Ruhr rapporte des sommes considérables, alors que malgré cela on lui demande des impôts nouveaux ? Colère contre le Parlement, contre le Gouvernement.

« C'est pourquoi je supplie le Gouvernement de surseoir à un vote qui peut atteindre à jamais sa popularité. Je l'ai suivi jusqu'ici, ma conscience m'interdit de le suivre plus loin.

De vifs applaudissements sur tous les bancs accueillent cette vigoureuse objection, et l'on peut espérer pendant un instant que les deux décimes resteront dans le portefeuille du gouvernement.

Mais Poincaré est là, rageur, qui se dresse à son banc, pour soutenir sa majorité défaillante.

« L'article 3 est une des assises de notre projet. Et en ce qui concerne la révision des marchés de la guerre, vous savez maintenant où en est la question, le gouvernement ayant réussi à ramener la commission du Sénat à une conception voisine de celle de la Chambre, ce sont, en fait, deux questions tout à fait différentes. Je répute que nous sommes très pressés d'avoir notre projet financier et je pose la question de confiance contre l'amendement de M. Fougère. »

La clôture est prononcée. L'amendement est rejeté, après pointage, par 300 voix contre 223.

C'est alors que M. Evain monte à la tribune pour soutenir un amendement ainsi conçu :

« Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, le gouvernement devra déposer un projet de loi portant une nouvelle attribution de l'impôt sur les revenus. »

Il demande, en outre, que l'on s'adresse un peu aux agriculteurs qui, dans le régime fiscal actuel, sont privilégiés et paient 52 fois moins d'impôts que les autres.

S'il ne faut pas toucher aux profiteurs de guerre, il faut encore moins toucher aux agriculteurs, et l'intervention du député de la Seine est considérée comme un scandale par la majorité de la Chambre.

De l'extrême-droite à l'extrême-gauche, c'est l'unanimité pour condamner l'amendement de M. Evain, et c'est au milieu des exclamations que le projet de M. Evain subit le même sort que les précédents.

Une nouvel amendement de M. de Gailhard-Bancel est, lui aussi, repoussé par le gouvernement après intervention de M. Bonkowski.

Pendant le pointage, que nécessite le vote de cet amendement, le débat continue et Georges Lévy, du P. C., nous lit à la tri-

bune, malgré les protestations de la Chambre une brochure qui dévoile le rôle des députés, représentant soi-disant le pays, mais qui sont en vérité intéressés dans des compagnies financières et industrielles, qu'ils défendent à l'Assemblée législative.

Enfin, à 2 h. 1/2 du matin, l'article 3 est mis aux voix et adopté par 315 voix contre 254.

La Chambre, qui mit 24 journées pour adopter les trois premiers articles, est prise d'une crise de courage, et de 3 heures à 5 h. 30 elle accepta successivement presque sans débat les 32 articles suivants.

Elle se sépara ensuite pour reprendre ses travaux cet après-midi à 3 heures.

## La Chambre Haute

M. Poincaré, qui sort victorieux d'une faible majorité de la bataille qui s'est livrée à la Chambre, viendra-t-il mourir devant le Sénat ?

Hier après-midi, à 3 heures, sous la présidence de Gaston Doumergue, s'est ouverte la discussion sur la réforme électorale.

L'on se souvient que le président du Conseil obtint une majorité à la Chambre à ce sujet, mais les sénateurs sont fidèles au passé et entendent conserver le vieux mode de scrutin qui, selon eux, est plus représentatif que la proportionnelle.

La commission nommée à cet effet n'est pas favorable au Gouvernement, et personne ne serait surpris que le Gouvernement soit mis en minorité à la Chambre haute.

Le premier orateur inscrit, M. Gourju, se prononce pour la R. P., et M. Goy, qui lui succède, est nettement opposé à ce mode de votation. Il regrette, dit-il, de se prononcer contre le gouvernement, mais son devoir est de voter contre le projet, malgré qu'il ait toujours soutenu le Gouvernement dans sa politique extérieure.

M. Berthoulat, ancien directeur de la Liberté, vient alors défendre la représentation proportionnelle, critique le rapport de M. François Albert, rapporteur de la commission, et s'agenouille devant le Bloc National, dont il est l'un des élus.

M. François Albert, dans un exposé plein d'esprit, combat le projet du Gouvernement, et Poincaré pendant près de deux heures s'agit sur son banc et est bien obligé d'encasser les critiques qui lui sont faites.

L'orateur détruit avec clarté toute la valeur de la proportionnelle, mais l'on pourrait avec autant de logique disséquer le scrutin d'arrondissement.

Nos sénateurs, moins fougueux que nos députés, et moins jeunes aussi, n'émoussent pas les débats, et à 6 h. 1/2 la séance est renvoyée à cet après-midi 3 heures.

L'Antiparlementaire.

### APRES LA FERMETURE DE LA BOURSE DE COMMERCE

## Les mercantis déclenchent une contre-offensive!

On nous communique l'information suivante :

Les Présidents des syndicats qui constituent le Syndicat général de la Bourse du Commerce de Paris ont voté aujourd'hui une motion protestant contre la fermeture de cette Bourse et attirant l'attention des pouvoirs publics sur les répercussions qui peuvent en résulter.

Ils signalent notamment que les cours commerciaux pratiqués en Bourse sont constamment demeurés inférieurs à la parité des cours mondiaux.

Il fallait s'attendre à une contre-attaque de ces messieurs.

Vous pensez bien que la fermeture de leur autre où ils pouvaient trafiquer tout à leur aise, les ennue beaucoup et n'a pas l'heur de leur plaire.

Sans être prophète, on peut prévoir que la mesure ne tardera pas à être rapportée.

## Où aller ce soir ?

### Théâtres lyriques

OPERA. — 19 h. 45 : Sigurd.  
OPERA-COMIQUE. — 20 h. : Louise.  
VARIETES. — 20 h. 30 : Ciboulette (Musique de Reynaldo Hahn).  
TRIANON-LYRIQUE (boulevard Rochechouart). — 20 h. 30 : Vénus.

### Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 30 : Le Tombeau sous l'Arc de Triomphe.  
ODEON. — 20 h. 30 : L'Invitation au voyage.  
THEATRE CORA-LAPARCERIE. — 20 h. 30 : Plus que Reine.

VAUDEVILLE. — 20 h. 30 : La Femme nue.

NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : Les Coeurs sans pitié.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 20 h. 30 : Amédée ; Knock.

THEATRE DES ARTS. — 20 h. 45 : L'Epreuve du Bonheur.

VIEUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — 20 h. 45 : Il faut que chacun soit à sa place.

MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — 20 h. 30 : L'Eventail ; L'Occasion.

ALBERT-1er (troupe du Canard sauvage). — 21 h. : Coq d'or.

THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 45 : Ce que Femme veut.

### Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — A 21 h. : Les chansonniers Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazol, etc. : « Ce sont les pitres », revue.

LE CARILLON. — A 21 h. : La Revue.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — A 21 h. : Les chansonniers Jean Rieux, de Soutter, Remongin, etc., et la revue « T'es bête ».

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abbesses). — A 21 h. : Charles d'Avray et ses chansonniers.

## Un document sur l'extermination méthodique des révolutionnaires

Traduction d'une protestation adressée en décembre 1923 par les membres du Bureau central de l'Union maximaliste et socialiste révolutionnaire de gauche au Comité central de la République des Soviets.

Dans le courant des derniers mois, notre organisation a été victime de toute une série de représailles : arrestations, déportations, internements. S'il est encore possible d'expliquer les arrestations et les déportations de l'été dernier, par la crainte de la Tcheka (G. P. U.) de voir notre organisation exercer une influence sur les larges couches de la population ouvrière — par exemple par la soirée en l'honneur de Lawnow ou par la « Gazette orale » organisée dans les limites étroites de la Constitution soviétique — les récentes arrestations et déportations ne sauraient s'expliquer et se concevoir d'aucun point de vue, même pas celui de la Tcheka.

Les membres de notre organisation : Seliwanova, Mochin, Galovina, Karpoff, Pétroff, Ignatiowa ont été publiquement arrêtés parce qu'ils sont membres de notre parti socialiste révolutionnaire de gauche. Même des personnes n'appartenant à aucune organisation ont subi le même sort pour avoir rayonné les camarades détenus et pour leur avoir fait parvenir des aliments cuis.

Ces mesures sont prises contre une organisation dont les dirigeants tiennent des réunions dans un club organisé en conformité avec la loi, et qui depuis qu'elle existe n'a jamais été accusée de mener une action illégale. Aucune accusation n'a été formulée contre nos camarades incarcérés. Par contre, les représentants de l'instruction judiciaire leur ont posé de singulières questions, entre autres : « Pourquoi n'avez-vous pas encore adhéré au parti communiste ? » On leur a proposé de donner par écrit leur démission du Parti socialiste révolutionnaire de gauche. Ce dernier procédé d'extorsion politique a été pratiqué à l'égard de Bagaielf, de Gorloff. On a même exigé la démission écrite de camarades non inscrits au parti (par exemple de Kusminskain).

Nous devons en conclure que, bien que notre organisation n'ait pas transgressé les limites de la légalité, rétrécie aux dimensions d'un noyau coulant, les membres de notre organisation et les partisans de nos idées se trouvent étranglés à l'aide des innombrables moyens à la disposition des organes de répression : emprisonnements, déportations, internements dans des camps de concentration, co-détention avec de vulgaires criminels et tentatives de provocation.

Il faut en déduire que les moyens employés à l'égard de nos camarades visent à un résultat précis : l'extermination physique de tous nos camarades. On ne pouvait en effet trouver pour les faits suivants d'autres explications que le projet d'extermination méthodique des membres de notre organisation. Citons par exemple les décisions de la G. P. U. (Tcheka de déportés : B. Panifratjev, atteint de tuberculose, d'ennémié et de scorbut, à Oust-Syolski, situé à 400 verstes (429 kilomètres) d'une ligne de chemin de fer ; J. Braun, atteint de tuberculose et d'une maladie de cœur, dans un camp de concentration à Soudsal, où on lui impose un régime de maison de correction ;

De banir : K. Prokopowitch, L. Golovina, I. Pétroff, dans le Turkestan, et Ignatiowa dans la région Kirghize, c'est-à-dire dans l'Est, où l'on ne peut trouver de travail ;

De transférer Pétroff et Karpoff dans les cellules destinées aux vulgaires criminels, quoi qu'on sût qu'ils protesteraient contre pareille mesure par la grève de la faim. Quelles sont les visées de la Tcheka lorsqu'elle contraint les membres neutres des syndicats, par des menaces, à chasser nos camarades des organisations syndicales ? Elle se propose tout simplement de les exterminer par la faim, en raison des difficultés que l'on rencontre lorsqu'on cherche un emploi par ces temps de chômage.

Le bureau central de Moscou de l'Union Maximaliste et des Socialistes révolutionnaires de gauche proteste contre cette politique illégale et brutale de la Tcheka vis-à-vis des membres de nos organisations, et déclare : Les prétendues infractions des camarades aux lois en vigueur doivent être soumises à l'instruction judiciaire. Le tribunal seul peut décider de la culpabilité des accusés. Nous n'avons pas l'illusion de rencontrer le tribunal de classe indispensable en période de transition, nous savons au contraire que le tribunal soviétique est une juridiction de parti qui pour les procès politiques dépend exclusivement des gestes du parti communiste. Malgré cela le Bureau central du Parti maximaliste, et le Bureau de Moscou, réclament une procédure publique contre les camarades détenus, et affirment que chaque membre des deux bureaux est à tout moment prêt à se présenter devant le tribunal en se solidarisant avec les camarades incarcérés et déportés.

Moscou, décembre 1923.

Signatures des membres des deux Bureaux.

Nous en avons la preuve une fois de plus. Sous le gouvernement « communiste » c'est la répression absolue et brutale du droit élémentaire de penser, de parler, d'écrire et de se réunir librement, au moyen de l'extermination systématique des révolutionnaires décidés à défendre les conquêtes sociales de la révolution d'octobre 1917.

Nous en appelons à tous les hommes épris de justice, même communistes, aux travailleurs, aux organisations ouvrières, aux groupements révolutionnaires, qu'ils élèvent sans retard leur protestation contre les procédés effroyables d'un gouvernement qui ose se réclamer du prolétariat, qu'ils versent leur obole afin qu'il nous soit permis de fournir vêtements et denrées alimentaires à nos camarades martyrisés pour délit d'opinion, et voués à une mort certaine dans des bagnes que le régime tsariste jugeait indignes.

Le Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie.

## AUX HASARDS DU CHEMIN

### Propos d'un Paria

Notre champion national vient encore de remporter une nouvelle victoire.

Après avoir, et comment ! bien mérité de la Patrie, du Comité des Forges et des diverses entreprises de Pompes Funèbres, notre Raymond vient d'acquiescer de nouveaux gages à la reconnaissance de la Finance internationale. Il serait vraiment dommage qu'il vint à succomber sous les coups de ceux qui brûlent de faire mieux que lui, car ils n'y réussiraient certainement pas. Grâce à lui, la spéculation ne connaît plus de frein. Les pauvres diables ne savent où se loger, mais le nombre des succursales des banques s'accroît de jour en jour. C'est l'âge d'or pour ces innombrables et puissantes machines à aspirer l'argent.

Les employés qui, pour un salaire de famine, coopèrent aux ténébreuses machinations des draineurs d'argent sont sur les dents.

Ce n'est plus huit heures, mais dix, onze, et parfois douze heures qui sont exigées dans cette triste industrie qui autrefois n'ouvrait que des plus courtes journées de travail.

Plus que jamais la finance règne, par l'intermédiaire des politiciens pourris, sinistres phraseurs qui cachent sous des mots pompeux les sordides combinaisons qui assureront, au prix de tant de sang et de misère, leur toute puissance.

Des rigoles, des niais, plutôt des roublards, qui jouent en bons comédiens le rôle qui leur est dévolu, ont au Parlement proposé une série de mesures pouvant porter atteinte aux prérogatives des détenteurs du capital.

Ce serait leur faire trop d'honneur que de laisser supposer qu'ils pouvaient nourrir sur ce sujet la moindre illusion.

Je ne sais plus lequel d'entre eux a déclaré que le double décime serait un impôt impopulaire. J'affirme moi, que tous les impôts sont extrêmement populaires, c'est-à-dire faits strictement à l'usage du peuple. C'est lui qui supporte tout le poids des innombrables taxes, impôts, décimes ou doubles décimes qu'il doit à la générosité des faiseurs de lois qu'il a la stupidité de se donner lui-même. Il doit même être, par moment, très fier de cette souveraineté qui lui permet de choisir ceux qui le dépoileront.

Comme il va bientôt avoir à exercer ce droit, le lion populaire se voit harceler de toutes parts par les frêles de la politique. Vote bien, lui disent-ils, c'est-à-dire vote pour nous, et nous le sauverons. Pauvre lion, il lui aurait été si facile, en se battant seulement les flancs de sa queue vigoureuse, d'écraser ou de mettre en fuite toutes ces mouches bourdonnantes ! Et que serait-ce s'il se mettait à sortir ses griffes ?

C'est ce que semble craindre un rédacteur du Petit-Bleu qui dénonçant les mesures prises comme n'étant que des demi-mesures, fait ainsi son mea culpa : « N'accusons rien ni personne, et ne nous en prenons qu'à nous-mêmes. Comme il faudra nous en prendre à nous-mêmes lorsque le public, accablé, pressuré et indigné, se révoltera. Et cela est peut-être plus proche qu'on ne le croit. »

Transformons vite en souhait cette crainte du journaliste bourgeois, et restons pour aujourd'hui sur cette bonne impression.

Pierre MUADES.

### Le Club des « Lisérés verts ».

Tout le monde sait ce qu'est ce club des « Lisérés Verts », qui a pris pour tâche de trouver des maris aux jeunes filles désespérées de rester seules et des fiancées à ceux qui n'ont pas été fichés de se trouver une compagne.

Et tout cela, naturellement, pour que la France ait des enfants, beaucoup d'enfants.

La Fouchardière et d'autres ont déjà montré tout le ridicule d'une telle société qui veut, à toute force, accoupler nos contemporains.

Mais la presse n'est-elle pas encore plus ridicule qui offre l'hospitalité de ses colonnes aux fêtes et à la publicité du club ?

○○○

### Des rentes qui en valent d'autres

Au sujet de la mort de Baptistin Travail, cet ingénieux escroc qui en fit voir de toutes les couleurs à toutes les polices, on parle de Sarrazin, un de ses amis et figure non moins curieuse.

Sarrazin, avec une rare habileté, trouva le moyen de se faire payer des titres frappés d'opposition, etc.

Et Paris-Soir de dire : « Où donc est Sarrazin ? Sans doute, abrité sous un des multiples faux noms qu'il collectionne, vend-il quelque chose quelle part en France ? Au demeurant, il n'en a guère besoin, ayant « touché » des différents vols de la bande des bijoutiers et de la bande à « Travail » plus d'un demi-million de bon argent frais, avec lequel il vit confortablement, loin du bagne et si près de la police qu'il considère sa sécurité comme parfaite. »

Bah ! Ces rentes-là valent toujours autant que les autres, et même valent toujours mieux que celles de ces messieurs du Comité des Forges et d'ailleurs...

○○○

### Allume ta lanterne !

Charbit, l'adorateur des plantes grasses de l'impasse Chausson, essaye d'étourdir ses adversaires par des arguments qu'il croit décisifs et qui en réalité ne sont que balourdises.

C'est de cette façon que ces messieurs entendent défendre les intérêts des travailleurs. Et il se trouve des militants pour les soutenir.

C'est à croire vraiment que les syndicalistes de gouvernement ont perdu toute conscience de classe, et qu'ils n'arrivent plus à savoir ce qui sépare le prolétariat de la bourgeoisie ! — F. CHARBIT.

Il n'oublie qu'une chose ce petit ! C'est que le torchon qui le paie a publié la semaine dernière, les lettres du Conseil d'Administration de la Verrerie Ouvrière, dans lesquelles ledit Conseil avertissait le préfet que toute production vendue par les ouvriers,

ayant occupé l'usine était un vol, que les acheteurs ne seraient que de vulgaires recéleurs et que, en conséquence, il lui demandait l'application des articles de loi concernant ces délits !

Cette fois, va-t-il enfin admettre, ce petit saligaud, que les mouchards agents du Gouvernement ne sont pas les travailleurs s'emparant d'une usine, mais bien les dégoûtants du Conseil d'Administration qui font appel aux moyens légaux de la bourgeoisie.

Il est vrai qu'il y a peut-être plusieurs manières de moucharder, sûrement que celle des orthodoxes est meilleure que toute autre !

## La Vie des Lettres

### PETITES NOUVELLES :

— On annonce, pour le début de mars, un livre que François Mauriac consacre à son ami : André Lafon.

— On annonce également un nouveau périodique poétique intitulé : *Des poèmes*, qui paraîtra six fois par an.

— Ces jours derniers, a paru la nouvelle édition de l'*Outrage aux Mœurs*, de Lionel d'Autrec, avec une préface de Han Kynner.

— Les querelles d'écrivains se continuent. Dans les *Marges*, M. Jean Violis répond à Roland Dorgelès et à Paul Souday, ses principaux adversaires.

Au moment où M. Jean Violis semble attaqué de tous côtés, il est bon de rappeler qu'il fut soutenu, à ses débuts, par l'estime et la sympathie de Jean Lorrain, un grand disparu.

— On annonce, pour paraître prochainement, chez Bernard Grasset, *L'Homme de Cour*, de Baltazar Gractan, livre où nos moralistes des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles puisent bien souvent et qui tomba dans l'oubli le plus profond au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

— Dans l'*Eclair* (19-2-24), l'érudite et talentueux chroniqueur Léon Treich parle de deux écrivains dont la Roumanie a célébré dernièrement le centenaire : le pédagogue transylvanien G. Lazar (1779-1823) et l'historien Démétrius Cantemir (1673-1723).

### NOTULES :

*Zola est-il Parisien ou Provençal ?* — On a découvert récemment que Zola avait vu le jour à Paris, rue Saint-Joseph, et l'on en a profité pour le baptiser Parisien.

Mais les Provençaux ne sont pas contents, et le revendiquent à hauts cris. M. André Bromberger, dans le journal *La Provence*, se fait l'écho de ces protestations.

Et les Provençaux ont raison. C'est à Aix-en-Provence que Zola fit ses études et qu'il tenta vainement de conquérir son bachot. C'est au Midi également qu'appartenaient ses parents. Et même, lorsqu'il habitait Paris, ne continuait-il pas à puiser ses forces dans la Provence, puisqu'il se nourrissait surtout de pain trempé dans la bonne huile d'olive que sa mère lui envoyait d'Aix... Il n'était pas riche à cette époque...

\*\*\*

*La vraie Nora de « Maison de Poupée ».* — Dans l'*Eclair* (19-2-24), Mme Louise Faure-Favier présente la vraie Nora qui inspira à Ibsen sa célèbre « *Maison de Poupée* ».

Nora ?

« Elle a aujourd'hui 75 ans, écrit Mme Faure-Favier. Elle s'appelle Mme Laura Kieler — et elle est femme de lettres ! »

« On s'est souvent demandé en Scandinavie et même dans le monde entier, ce que deviendrait Nora, après avoir quitté son mari, ses enfants et sa maison. C'est le propre des chefs-d'œuvre de laisser un prolongement dans le cœur des lecteurs et des spectateurs. On a fait toutes les suppositions, depuis le sage retour au foyer conjugal jusqu'au dévergondage définitif. On a tout prévu — sauf la vérité ! »

« Nora est devenue femme de lettres et non pas à la manière nordique accoutumée. Mme Laura Kieler n'est pas l'auteur de ces romans doucereux et moralisateurs qui abondent dans la littérature féminine scandinave. Mme Laura Kieler est un écrivain viril. Elle a composé des ouvrages de politique internationale et de critique littéraire et elle s'est particulièrement consacrée à la défense, contre l'Allemagne, du pays danois de Slesvig... »

Et Mme Faure-Favier rappelle l'histoire : « C'était en 1869, à Copenhague. Laura avait vingt ans. Fille d'un sous-préfet de Tromsø, petite ville du nord de la Norvège, Laura Kieler est une Norvégienne comme Nora, mais elle a du sang danois, par sa mère. A Tromsø, sur l'Océan glacial arctique, sévissait le plus sombre pètinisme. En 1866, lorsque Ibsen fit jouer *Brand*, Brand eut pu habiter Tromsø ! Car, à Tromsø, l'excitation religieuse rejoignait la folie. C'est du moins ainsi que la jeune Laura la jugeait. Aussi fut-elle vivement impressionnée par *Brand* et écrivit-elle un long commentaire qu'elle adressa à Ibsen. Celui-ci lui répondit. Une correspondance s'engagea, espacée d'ailleurs et tout intellectuelle. Une fois, pourtant, Ibsen pria sa correspondante de vouloir bien se rendre à Copenhague, où il passait l'été. »

« Ibsen eut une agréable surprise. Il s'attendait à voir un vieux bas-bleu et il avait devant lui la plus fraîche et la plus gaie des jeunes filles. Il la surnomma l'« Alouette ». Il la vit souvent et la fit même inviter par sa femme dans leur propriété de Dresden. Laura se maria l'année suivante avec le professeur Kieler et Ibsen devint un familier du jeune ménage. Il aimait cet intérieur pimpant, plein de fantaisie enfantine. Il appelait déjà la maison de Laura Kieler, la cage de l'Alouette ou la maison de poupée. L'amitié dura jusqu'au jour où parut la pièce d'Ibsen. »

« Car Laura s'était nettement reconnue dans Nora. C'était sa maison même qui était décrite et c'était un événement de sa vie qui faisait le fond du drame. Comme Nora, Laura était coquette et comme Nora, elle avait fait des dettes à l'insu de son mari. Toutefois, c'était moins par frivolité que par nécessité pour soigner le professeur Kieler, gravement malade — tel Helmer, le mari de Nora ! »

Et des lors, ce fut la brouille entre Ibsen et Nora. Nora ne quitta ni son mari ni ses enfants et se mit au travail. Ibsen ne devait la revoir qu'en 1902 (quatre ans avant sa mort). Il pleura — quand il sut tout le mal que sa pièce avait fait à Laura. Ici s'arrêtait la vieillesse... c'était bien tard... Mais « *La Maison de Poupée* » est là, qui vit toujours aussi intensément...

Georges VIDAL.



# A travers le Monde

## CE QUI SE PASSE

Où allons-nous ? La Chambre des députés a voté hier les 20 % d'impôts supplémentaires, réclamés avec tant de persistance par le gouvernement.

Il était certain, affirmait M. de Lasteyrie, que la crise du franc se ressentirait immédiatement de cette décision, et que la devise française retrouverait son équilibre. Or, la livre est montée, hier, à 105 francs, pour se stabiliser à 102 fr. 95, et le dollar vaut près de 24 francs. Il est donc indéniable que la chute de la monnaie et des valeurs françaises a d'autres causes plus profondes et que les quelques milliards que produira la nouvelle loi n'auront d'autre effet que de faire augmenter le prix de la vie.

Ce n'est pas à nous à rechercher les raisons pour lesquelles subsiste cette instabilité de la devise nationale, alors que des hommes qualifiés prétendent que celles-ci les dépassent et qu'ils ne voient pas le moyen d'éviter l'ascension constante de la livre et du dollar.

Toutes les prévisions, tous les calculs, étaient erronés et les gouvernements qui se sont succédés en France ont été incapables de résoudre le problème.

Il est difficile de rester en dehors de ces polémiques politiques, car le prolétariat est la première victime de cet état de choses, et il n'est pas permis d'oublier que la dévalorisation de la monnaie allemande fait une des causes de la misère du peuple.

Nous avons déjà dit que le sort du prolétariat international était uniforme et que la crise économique qui sévissait en Allemagne pouvait trouver en France un terrain propice.

S'il est vrai que la spéculation joue un grand rôle dans la situation actuelle, la politique, elle, porte de graves responsabilités, et elle nous entraîne chaque jour dans de nouveaux périls.

L'Allemagne, en vertu du traité de Versailles, doit payer à la France certaine somme, et se déclare incapable de faire face aux engagements qui lui furent imposés par la force. La France, de son côté, doit environ 4 milliards de dollars à l'Amérique et quelques centaines de millions de livres à l'Angleterre.

L'Allemagne ne paie pas ses dettes, mais la France ne lui pas non plus face à ses échéances, et si depuis la guerre les pays créanciers de la France ont pu espérer que celle-ci, avec sa formule « l'Allemagne paiera », arrivera à se libérer de ses dettes, ils sont aujourd'hui convaincus que l'Allemagne n'a pas les disponibilités nécessaires, et qu'il faut à la France chercher ailleurs que chez ses ennemis des possibilités financières.

Toute cette politique guerrière, couronnée par un fiasco indiscutable, et qui peut nous entraîner, qui nous entraînera fatalement, à la catastrophe, ce n'est ni Poincaré, ni ses successeurs, à quelque parti qu'ils appartiennent qui pourront l'arrêter.

Sur la pente glissante, le régime actuel est lancé vers la décomposition rapide, et l'avenir est entre les mains du prolétariat. Lui seul, ne s'embarrassant pas de politique financière, mais simplement d'économie sociale, peut réaliser une organisation qui sera exclue tous ces problèmes qui ébranlent le régime capitaliste au détriment de certains capitalistes mêmes, qui ne peuvent pas échapper au chaos créé par la dernière guerre.

Les États s'écroulent sous le poids des charges. Le capitalisme, ou plutôt certains capitalistes aveuglés par leur toute puissance, se refusent à alimenter les coûts des gouvernements qui sont cependant leurs fidèles défenseurs. Il y a donc une certaine catégorie de la bourgeoisie qui est en lutte sourde contre l'État, et c'est un abîme qui s'ouvre bientôt, car le brouillard s'épaissit chaque jour.

Le prolétariat saura-t-il profiter de cette anomalie ? Aura-t-il la force, la puissance et l'énergie de se libérer à la faveur du malentendu capitaliste ? C'est la guerre ou la révolution qui approche à grands pas. S'il ne veut pas lutter pour son émancipation, il se fera tuer une fois de plus pour le capitalisme international.

Au peuple de choisir.

## ANGLETERRE

### BEAUX RESULTATS

Nous nous indignons sans cesse contre la fabrication des engins de mort. La guerre terminée on continue à fabriquer des canons et des munitions et l'on ne songe qu'à de nouveaux conflits.

En attendant on apprend de temps à autre que des accidents se sont produits ici ou là et de malheureuses victimes viennent s'ajouter à celles de la « grande guerre ».

On annonce de Brith (Kend) qu'une autre jeune fille de 17 ans est morte à l'hôpital des suites des brûlures reçues hier, lors de l'explosion de l'usine de munitions, ce qui porte à treize, le nombre des victimes.

Beaux résultats en vérité. Les premières victimes de la prochaine guerre sont des jeunes filles de 17 ans.

## ÉTATS-UNIS

### EMOUVANT SAUVETAGE AERIEN

Une choriste, Mlle Rosalie Gordon, tentait avant-hier une descente en parachute d'un aéroplane volant à 1.500 mètres d'altitude.

Les 5.000 spectateurs qui s'étaient rassemblés à Houston (Texas), pour assister à cette performance, furent frappés d'horreur en voyant le parachute s'emmêler dans le fuselage et maintenant la jeune fille suspendue en l'air à 6 mètres au-dessus de l'avion.

Diavolo, un acrobate aérien, se porta sur les plans d'atterrissage, mais ne put parvenir à ramener Mlle Gordon.

Le pilote de l'avion s'étant alors fait remplacer par un des passagers, se porta au secours de Diavolo et les deux hommes réussirent à sauver la jeune fille.

L'avion atterrit ensuite sans incident.

## ALLEMAGNE

### ACCIDENT DE CHEMIN DE FER

Le train de marchandises, composé de 21 wagons, après avoir déraillé hier sur le pont de Ludwigstadt, entre Saalfeld et Lichtenfeld, est tombé sur un groupe de maisons, dont la plupart s'effondrèrent.

Le mécanicien, le chauffeur et deux hommes d'équipe ont été tués.

Par une chance exceptionnelle, au moment de l'accident, il n'y avait personne dans les immeubles qui furent détruits, et qui abritaient des ouvriers d'usine, lesquels étaient déjà à leur travail.

## RUSSIE

### LA REVOLTE ??

L'Agence Rador annonce que suivant des nouvelles de source russe autorisée, la révolte a pris de l'extension parmi les organisations de paysans et englobe maintenant la Sibirie, le Sud-Est et la partie centrale de la Russie. La population prépare un renversement du régime actuel. Ces organisations auraient réussi à se faire des partisans parmi les commandants de l'armée rouge et les comités soviétiques. La semaine dernière des troubles sérieux se sont produits aux environs de Moscou, à Toula et à Kursk, ainsi que des pogromes qui ont été réprimés par l'armée rouge. Les paysans refusent de se soumettre au service militaire. A Odessa, les désordres ont atteint de grandes proportions. Les révolutionnaires mettent le feu aux villes et aux magasins. Le gouvernement fait procéder, journellement, à l'exécution de centaines de personnes.

Va-t-on voir les Soviets se livrer ainsi à des répressions plus sauvages que les répressions bourgeoises ? La « dictature du prolétariat » va-t-elle se montrer plus féroce que toutes les dictatures réunies ? Que se passe-t-il exactement en Russie ?

## A TRAVERS LE PAYS

### LA NEIGE TOMBE...

Bordeaux, 19 février. — La neige a fait son apparition ce matin et depuis 5 h. 30 tombe sans interruption, recouvrant le sol d'une couche variant de 2 à 5 centimètres sur divers points. Le trafic de tous les véhicules est forcément considérablement freiné, mais cependant les tramways fonctionnent normalement.

### ...A BOURGES

Bourges, 19 février. — La neige est tombée cette nuit en abondance à Bourges et dans la région. La couche de neige, qui continue à tomber, dépasse cinq centimètres.

### ...A MONTAUBAN

Montauban, 19 février. — Depuis quelques jours, la température s'est considérablement refroidie. Ce matin, la neige tombe sur Montauban et toute la région.

### ET AU HAVRE

Le Havre, 19 février. — La neige tombe depuis cette nuit en quantité plus abondante qu'au commencement de cet hiver.

Sans doute, c'est un spectacle charmant que celui des légers flocons blancs tombant rythmiquement sur le sol.

Mais ce tableau enchanteur est surtout joli à contempler... d'une chambre hermétiquement close, où brûle un bon feu.

Songez aux pauvres diables qui passent la nuit dans les rues à la recherche d'un coin où ils auront moins froid.

La neige, c'est très beau, mais pour ceux qui ne souffrent pas !

### NAUFRAGE

On annonce de Saint-Brieuc que ce matin, à une heure et demie, le dundee *Postillon*, du port de Tréguier, capitaine Mathurin Lefortier, de Pleubian, venant de Boulogne avec un chargement de ciment, s'était ancré à trois milles au nord-est de la pointe de Roselier. La chaîne ayant cassé par suite de la tempête, le bateau a dérivé vers les bancs à l'est de Roselier, s'est échoué et a coulé.

L'équipage est monté dans la mâture et s'y est attaché, restant dans cette position jusqu'à dix heures.

Le novice Jean Dutertre, âgé de vingt et un an, de Plérin, est mort de congestion vers cinq heures.

M. Lemée, ancien pilote, et deux autres marins ont pu, après deux heures de travail, arriver, non sans s'être échoués également, à sauver les quatre survivants, et à ramener le mort à terre.

### LES GREVES

A Beauvais la grève qui a éclaté depuis huit jours dans une fabrique de tapis continue.

A Nîmes, la grève des ouvriers confectionneurs continue. La direction d'un établissement a fait apposer ce matin devant la porte une pancarte annonçant que les ateliers resteraient fermés jusqu'à nouvel ordre, et qu'il serait procédé aux réembouragements lors de leur réouverture. La cessation de travail de cet établissement entraîne le chômage de près de 1.800 personnes dont un certain nombre travaillent chez elles.

Un groupe de grévistes a tenté, à midi, de débaucher les ouvriers d'autres maisons.

### LOCK-OUT

On annonce de Saint-Etienne que les patrons de deux verreries de Rive-de-Gier ont fermé momentanément leurs portes à la suite d'une demande d'augmentation de salaires formulée par leurs ouvriers. Trois cents verriers sont atteints par cette fermeture.

Singulières méthodes qui consistent à mettre sur le pavé quelques centaines de familles.

Quand donc la classe ouvrière sera-t-elle assez unie pour empêcher de tels abus patronaux ?

## En lisant les autres...

### En marge de l'après-guerre

Dans *Paris-Soir*, M. André Lamandé s'indigne avec aptitude et vigueur contre les infâmes injustices de guerre :

Un pauvre diable qui n'a jamais lu les journaux est emporté par le torrent de la mobilisation, jeté en première ligne et se bat. Un jour, la colique — ou la peur — le prend au ventre. Il fuit. On l'arrête. On le juge. Douze balles dans le corps, quelques pelées de terre sur son cadavre, et c'en est fait de lui. Or, dans le même secteur, un général, — par ignorance ou vanité, — pousse ses troupes à un massacre inutile. Il doit des comptes. Il les rend. On le condamne de débauche intellectuelle, et le sang d'une brigade est retombé sur lui. Une semaine plus tard, Limoges compte un stratège de plus qui tire des plans sur le menu d'une table d'hôte.

Mais il y a mieux. La guerre finie, la victoire est jetée toute chaude aux pieds d'hommes politiques. En quelques mois, ils dilapident le butin de trois millions d'hommes, et le crédit moral du pays. C'est la trahison par incapacité ou négligence. Les va-t-on tuer, tel le pauvre diable ? Qu'on se rassure. Le pouvoir jeta bas, comme une livrée à leurs successeurs, ils vont caresser des comtesses ou ferrer des cigales. Personne ne s'en indigne. Et eux savent bien que, tôt ou tard, on les rappellera.

Hélas ! Et jusques à quand cela durera-t-il ?

### La faillite

C'est ainsi que M. Victor Basch intitule son article dans *L'ère Nouvelle*, et M. Léon-Jacques Bloch d'écrire :

Le gouvernement de M. Poincaré traîne péniblement une vie incertaine. Il ne doit son existence — tristement cabotée — qu'aux piques de cacodylate de soude qu'avec sa connaissance des faiblesses humaines, M. Léon Daudet lui injecte quotidiennement. C'est un mord, assurément, d'astuce politique que ce Maître-Jacques parlementaire vient de réaliser, au nez et à la barbe de ses collègues stupéfaits.

De même que M. Pierre Bertrand remarque ironiquement dans le *Quotidien* :

La presse gouvernementale est toute frémissante d'indignation. Elle vient de faire un calcul qui la remplit de colère.

Songez donc ! Le débat sur les projets de M. Poincaré dure depuis vingt-trois jours ; quatre-vingt-onze orateurs ont pris la parole ; la question de confiance a été posée onze fois, et il n'y a eu que deux articles votés, sur cent neuf.

Encore ces comptes ont-ils été établis avant la séance d'hier.

Où, c'est entendu, mais croyez-vous, messieurs, que nous serions mieux lotis avec le Parlement que vous mettriez en place du Parlement actuel ? Avec les bateleurs que vous feriez succéder aux bateleurs que nous voyons évoluer aujourd'hui ? Allons donc ! La plaie, et vous le savez aussi bien que nous, est dans ce Parlement lui-même et ces bateleurs eux-mêmes.

Les remplacer par d'autres est une vaine besogne de politiciens.

### Les huit heures en Suisse

On sait que par un *referendum*, les huit heures ont été maintenues en Suisse. Et tous les réformistes sont joyeux. M. Victor Snell écrit dans la *Lanterne* :

La décision du corps électoral helvétique ne saurait valoir que pour la Suisse. Elle montre cependant, avec netteté et avec force, que quand la classe qui travaille a « conquis » un avantage, elle ne se le laisse pas arracher facilement. Or le savait, mais il n'est pas inutile d'en avoir confirmation.

Et M. Jouhaux écrit dans le *Peuple* :

Pour la troisième fois, les travailleurs suisses viennent de signifier qu'ils entendent sauvegarder les huit heures et ne point tolérer les attaques hypocrites ou brutales dirigées contre la réforme par les forces de régression sociale.

Le *referendum* de dimanche n'est pas une manifestation isolée, en effet.

Une première tentative avait été faite quatre semaines de quarante-huit heures des ouvriers des transports et des P.T.T. ; elle fut repoussée par une votation populaire.

Une seconde fut faite, voici deux ans et demi, à l'occasion d'une résolution présentée par un député nommé Apt. Malgré l'appui du pouvoir et la surveillance de la police fédérale, elle échoua devant le fait que le mouvement ouvrier réunit en quelques jours plus de deux cent mille signatures demandant un *referendum*.

La troisième s'est terminée avant-hier par un refus formel de la majorité du peuple suisse. Félicitons nos camarades d'une victoire qu'ils ont conquise grâce à leur énergie, grâce à une propagande remarquablement menée et qui a bousculé toutes les manœuvres et tous les mensonges de la coalition réactionnaire.

Certes, nous n'avons pas été les derniers à nous réjouir de la victoire de nos camarades en Suisse, mais M. Jouhaux est-il sûr que c'est à la seule vertu d'un *referendum* qu'est dû ce succès ?

Un *referendum* ne saurait guère nous intéresser. Ce qui nous intéresse dans le cas c'est le résultat obtenu par la pression qu'a su exercer la classe ouvrière d'un pays.

### Répétitions générales

Dans *L'Eclair*, M. André Lang écrit au sujet des répétitions générales :

Une pièce qu'on acclame ou qu'on nie, une pièce qui violente les consciences, qui réveille la critique léthargique et la rappelle à sa mission est une œuvre qui compte. C'est indiscutable. Or, seul le public des générales est capable de réagir aussi brutalement, aussi stremement. Il ne s'agit pas ici, je le répète, du « Tombeau sous l'Arc de Triomphe » et des « réactions » que l'œuvre de Raynal provoqua. Le malentendu qui surgit, entre l'auteur et une partie du public, à la générale de cette tragédie magnifique, fut d'un autre ordre et n'eut pas pour cause la valeur de l'œuvre. Devant une œuvre incertaine, ce public peut hésiter, bégayer même. Il lui arrive de prendre des vessies pour des lanternes. La réciprocité n'est pas vraie. Car quelque chose de son émotion ou de son respect transparaît toujours, jusque dans ses plus lourdes erreurs. Son opinion écrite, dans l'ensemble, demeure toujours sujette à caution. Mais son opinion bruite, son opinion de la minute même, a une valeur presque absolue.

Il n'en reste pas moins que le public des répétitions générales n'est pas toujours remarquable sur son intelligence et que, bien souvent, ses jugements, — jugements impulsifs de snobs, de parvenus ou de nullités, — sont tristes, très tristes...

Les exemples n'en manquent pas et M. Lang ne saurait l'ignorer.

## LA GRÈVE DES DOCKERS

## Les profiteurs sont à l'affût

Aucun fait particulier n'est venu troubler la bonne harmonie qui règne entre tous les dockers de l'Angleterre.

La grève se poursuit sans aucune défaillance, et l'attitude des Unions nous fait espérer la victoire complète des ouvriers des ports.

Le Gouvernement a proposé de convoquer une commission formée de patrons et d'ouvriers ; mais si les syndicats ont accepté les propositions gouvernementales, Ernest Bevin, secrétaire de l'Union des Dockers, a déclaré que ceux-ci ne pourraient pas se courber devant les décisions de cette commission si celles-ci étaient contraires aux intérêts des ouvriers.

La politique ne pourrait qu'affaiblir le remarquable mouvement d'ensemble, et il faut espérer que les dockers se contenteront de continuer la lutte que seuls ils ont commencée.

Le Gouvernement travailliste n'a rien fait pour éviter la crise, car il ne pouvait rien faire, ce qui démontre clairement son inutilité. Ses consultations avec les patrons n'ont abouti à aucun résultat, et il ne faut pas que par opportunisme politique il aille demander aux ouvriers de faire des concessions que ceux-ci ne peuvent accorder.

Deux shillings par jour, sont un minimum raisonnable. La grève a été déclenchée purement et simplement pour des raisons corporatives. — La politique n'a rien à y voir.

Que Mac Donald se contente d'empêcher, s'il le peut, — ce dont nous doutons — tous les mercantis de profiter de cette situation pour spéculer sur la misère populaire. Ce sera déjà bien. Mais qu'il laisse le prolétariat se débrouiller seul dans ce conflit, c'est le plus grand service qu'il pourra lui rendre.

### LE CABINET

#### ET LA GREVE DES DOCKERS

Londres, 18 février. — Le cabinet s'est réuni ce soir et il a discuté pendant près d'une heure et demie la situation créée par la grève des dockers. Le gouvernement s'occupe des mesures nécessaires à assurer les transports et surtout la distribution des denrées.

Suivant une information communiquée à la presse, le gouvernement aurait reçu de différentes parties du pays avis que des commerçants soit en train de faire hausser les prix de la viande et des autres denrées ; cette hausse varierait de 35 à 50 %. Cette hausse est considérée comme sans justification, c'est une simple manœuvre des profiteurs. Le Cabinet espère qu'en signalant le fait il arrivera à enrayer cette hausse. Toutefois, il se consulte avec ses conseillers juridiques au sujet des pouvoirs que le gouvernement peut exercer en pareille occurrence et des mesures exceptionnelles à prendre. Le cas échéant, pour empêcher l'exploitation du public sous prétexte de la grève.

### LES PORTS PARALYSES

Londres, 19 février. — Les journaux constatent que tous les ports britanniques sont paralysés.

M. Bevin, leader des grévistes, a déclaré au *Daily Herald* que presque tous les dockers appartenant au syndicat des arrimageurs, cesseraient le travail aujourd'hui. On ne signale aucun désordre.

### LA REPERCUSSION SUR LES AFFAIRES

En plus de la hausse des denrées de première nécessité, la grève exerce une perturbation sérieuse sur les affaires.

Huit mille sacs représentant le courrier d'Amérique gisent abandonnés sur les quais de Plymouth, et l'on imagine les difficultés qui en résultent.

### ILS VEULENT BIEN TRAVAILLER POUR LES PAUVRES

Londres, 19 février. — M. David Adams, l'organisateur des dockers de Londres, a déclaré que les grévistes étaient prêts à décharger tout bateau transportant des vivres à condition que le bénéfice n'aille pas garnir les poches des employeurs. « Si le gouvernement dit que les pauvres gens pourront avoir leurs aliments avec quelque garantie que les employeurs n'en tirent aucun profit, nous mettrons bas nos vestes et nous nous y mettrons ».

### LES GREVISTES NE CEDERONT PAS

Londres, 19 février. — Dans leur dernier communiqué, les grévistes soulignent que dans plusieurs ports, notamment à Hull, Grimsby et Goole, des cheminots de l'Union nationale se sont joints à la grève. Le secrétaire du syndicat des dockers a déclaré avoir reçu une promesse d'appui de la branche londonienne de l'Internationale. Il a ajouté que plusieurs armateurs l'ont informé qu'estimant la réclamation de 2 shillings injustifiée, ils seraient personnellement prêts à satisfaire à la demande des dockers, mais que personne ne veut commencer à créer un précédent.

Les arrimageurs qui, jusqu'à présent, avaient pu travailler partiellement, sous la protection de la police montée, vont se réunir demain pour discuter s'il n'y aurait pas lieu de modifier leur attitude. Certains journaux disent même qu'un grand nombre d'entre eux auraient cessé le travail aujourd'hui.

On signale aussi qu'aux docks de Londres, 4.000 conducteurs de camions se sont joints au mouvement.

Ce matin, le marché de Smithfield a été le théâtre des bousculades assez vives qui ont dégénéré en violences ; la police a dû protéger contre les grévistes les bouchers qui accompagnaient les voitures de viande aux réserves frigorifiques. Les grévistes voulaient s'opposer à l'enlèvement de quartiers de viande par des patrons, aidés d'un personnel d'occasion ; des voitures ont été renversées et des carcasses gisaient sur le sol. Des groupes en sont venus aux mains et plusieurs personnes ont été malmenées. Le calme n'a été rétabli que par l'intervention de la police et l'arrestation d'un ou deux grévistes.

Les approvisionnements de viande, à Smithfield, étaient ce matin de 50 % au-dessous de la moyenne. Le prix de gros de la viande indigène a été augmenté de 3 pence et demi par livre et celui de la viande frigorifiée de 3 pence. Comme aux docks, où des pelotons de grévistes se sont opposés au travail des arrimageurs, à Covent Garden, on a obligé une douzaine de camions à rebrousser chemin.

On annonce en dernière heure que, dans un communiqué publié ce soir à l'issue de sa réunion, le congrès des Trade Unions, après étude de la situation, félicite les ouvriers des docks et des transports de leur attitude et leur promet son plein appui.

La déclaration du congrès ne faisant aucune allusion à une médiation, alors qu'au contraire on s'y attendait, ne permet guère, dit-on, d'espérer une prompt solution du conflit. Il y a lieu d'ajouter que la grève désorganise déjà considérablement l'industrie, notamment celle du fer et de l'acier.

### LE MOUVEMENT S'ETEND

Southampton, 19 février. — Un millier d'ouvriers des chantiers de constructions maritimes se sont mis en grève, demandant une augmentation de salaires. Les ouvriers chargés des réparations se sont également joints à eux, laissant beaucoup de travail en suspens à bord des paquebots.

On voit que la situation des grévistes demeure bonne, et que ceux-ci, par leur énergie, sauront faire prévaloir leurs droits.

### GRUPE LIBERTAIRE DE LA GARENNE

#### Réunion publique et contradictoire

demain à 20 h. 30  
Salle de l'Etoile, boulevard de la République, à la Garenne.

L'Anarchie, son but, ses moyens  
par  
SALVATOR, LE MEILLOR

Tous les groupes du Comité régional sont cordialement invités.

Le groupe étant définitivement constitué, et ayant une salle à sa disposition, fait un pressant appel à tous les lecteurs du *Libertaire* et aux sympathisants pour qu'ils assistent à nos réunions du Groupe qui auront lieu les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudi du mois, Maison des Coopérateurs, 40, rue de la Pointe, à la Garenne.

## LES THEATRES

### UNE PREMIERE

#### Le Réveil

Tragédie d'actualité de M. Léo Poldès

Nous retracons fidèlement l'action de ce drame, sans plus conclure que l'auteur.

Par instant, l'on croit que celui-ci incline à l'orient d'une idée, l'instant d'après, son personnage démontre se relève et, avec l'énergie la plus vive, domine le dialogue et l'atmosphère tout entière du drame. Tous, personnages vivants et fortes, tous guidés par la foi, l'idéal immense, puis tous déchirés par l'antinomie cruelle, du cœur et des idées.

Ivan Gerkin, commissaire du peuple et apôtre de la Révolution dictatorial, doit demander ce jour la tête de cinquante nihilistes, accusés de complot contre les commissaires du Peuple. Quelques heures avant le verdict, il croit surprendre Serge Voritzki, son ami de lutte, dérobant un des documents principaux de l'accusation.

Il le fait arrêter et ce dernier devra subir le sort des traîtres : la mort.

Il sort pour aller rendre le verdict, laissant Serge avec sa sœur Tatiana Gerkin, qui doit l'interroger.

Alors l'accusé devient l'accusateur et Tatiana avoue avoir voulu voler le document parce qu'elle est avec ceux qui s'opposent à la tyrannie des dictateurs. Serge aime Tatiana et veut se tuer pour que la sœur de Ivan Gerkin ne soit soupçonnée (comme la femme de César). Tatiana l'empêche de mettre son projet à exécution et lui avoue l'aimer aussi. Elle lui propose la fuite. Mais, réagissant contre la faiblesse de l'amour, celui-ci refuse.

Arrive Gerkin qui semble avoir deviné que Serge est innocent. Il leur annonce que les accusés sont condamnés à mort mais ne seront pas exécutés immédiatement, en raison d'un adroit chantage.

Non seulement l'attente de la mort leur sera épouvantable, mais ils seront les otages du gouvernement, et le moindre geste des nihilistes contre les dictateurs sera le signal de leur mort.

« Qu'un seul commissaire du Peuple soit inculpé, il sera vengé immédiatement par la mort des cinquante prisonniers. » Tatiana Gerkin, révoltée d'un tel cynisme, avoue qu'elle est une des principales instigatrices du complot et, pensant que l'exécution de ses amis déchaînera la révolte du peuple contre ses nouveaux maîtres, elle tue son frère, qui meurt en l'accusant.

Serge refuse de la suivre dans sa fuite et, plaçant son devoir de soldat plus haut que son amour, il lui livre la justice.

L'auteur, sans conclure, laisse se dresser l'une contre l'autre deux idées et deux forces de la Révolution : Communisme cloître-caserne et Révolte permanente de ceux qui se dressent contre les forces éternelles de l'autorité, celle-ci semblait-elle libératrice du peuple.

Où sera le triomphe ?

Faut-il conclure ?

Les interprètes se sont distingués et ont su faire pardonner le « hiatus » à thèse » dont les dialogues semblent parfois un peu chargés.

### ELIG LE MACHINISTE.

## Un de plus !

D'une dépêche de l'Agence Havas : Concarneau, 19 février. — M. Jean Autret, demeurant à Beuzec-Qu (Finistère) travaillait dans un moulin comme chauffeur, lorsque, vers cinq heures du matin, il fut happé par une courroie de transmission.

Malgré la gravité des blessures qu'il porte à la tête, au cou et au poignet, le docteur Le Strat, appelé d'urgence, ne désespère pas de le sauver.

Bienôt, il faudra créer un journal pour mentionner tous ceux qui tombent victimes du travail quotidien.



# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## Les grèves

**Métallurgie de Cherbourg.** — Les ouvriers métallurgistes de Cherbourg trouvant leurs salaires trop bas, ont organisé une réunion. Ils ont décidé de porter leurs revendications devant le comité patronal métallurgiste.

**Assainissement de Saint-Ouen.** — Les ouvriers de l'usine d'incinération des ordures ménagères ont cessé le travail, réclamant 0 fr. 50 de l'heure en plus. La direction offre 0 fr. 15.

**Manufacture de Beauvais.** — Une entrevue a eu lieu entre la délégation ouvrière et le directeur. Ce dernier a déclaré que les grévistes étaient des privilégiés en prétendant que leurs salaires étaient plus élevés qu'ailleurs. Il a du culot, le monsieur !

**Saint-Etienne.** — Grève des polisseurs de l'usine Meiller et Denis, réclamant 20 % de plus et le renvoi d'un garde-chiourme. Les polisseurs de la maison Astier sont en grève pour réclamer une augmentation de 10 %.

Le personnel des verreries Vve Souteyran et Roche sont en lutte pour demander 20 %.

**Granitiers d'Abainville (Meuse).** — Les grévistes ont repris le travail après avoir obtenu une augmentation horaire de 0 fr. 05 à 0 fr. 25.

**Porcelainiers de Saint-Genou (Indre).** — Après avoir obtenu la journée de huit heures au lieu des 10 heures qu'ils faisaient, les ouvriers ont demandé une majoration de 25 % afin que le salaire ne soit pas diminué. Ils ont dû se mettre en grève par suite de l'intransigeance patronale.

## Les revendications

**Mineurs du Nord.** — Les délégués du Nord et du Pas-de-Calais se sont réunis à Douai et ont décidé de demander une augmentation de 3 à 6 francs par jour, à partir du 1<sup>er</sup> mars.

**Ouvriers en limes du Chambon-Feuillade (Loire).** — Les ouvriers ont formulé des revendications de salaire de 25 à 40 %.

## CONTRE L'IMPOT SUR LES SALAIRES

### Alertes dans le 17<sup>e</sup>...

Dans le dix-septième, le camarade Albert Lucien, 36, rue Gauthier, doit être saisi aujourd'hui, pour n'avoir pas payé l'impôt sur les salaires.

Nous invitons tous les camarades des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>, Saint-Ouen, Clichy, Levallois à venir nombreux pour empêcher les valets de Lasteyrie d'accomplir leur triste besogne.

### et à Saint-Maur

Le C. I. fait appel à tous les camarades disponibles de tous les alentours pour faire échouer au comité de Lasteyrie pour le **VENDREDI 22 FÉVRIER**. Rendez-vous dès l'aube, 6, boulevard de Créteil. Descendez des tramways 101 et 101 bis, au Pont de Créteil, suivre le chemin de fer de Saint-Maur à Créteil.

Appel est fait à toutes les bonnes volontés, car nous ne serons jamais de trop.

## L'Assemblée du S.U.B.

L'assemblée générale ordinaire du S.U.B. eut lieu dimanche 17 et les assistants acceptèrent à l'unanimité les revendications proposées par la 13<sup>e</sup> région et décidèrent, devant la situation nouvelle créée par les circonstances qui aggravent la condition déjà précaire des travailleurs, un regroupement plus large dans le Syndicat pour la conquête d'améliorations qui nous permettent de vivre.

Constantin le départ du Syndicat de presque tout l'élément politique, ce qui libère l'organisation et lui permet de porter toute son activité pour arracher ces revendications, l'assemblée pense qu'un appel sérieux doit être fait aux camarades qui avaient quitté le Syndicat à cause des discussions stériles de tendance et aux travailleurs qui nous ignorent encore. A cet effet, l'A. G. donne toute latitude au conseil général pour satisfaire aux vœux des sections techniques qui désiraient des mesures d'assistance ou un abaissement du taux d'adhésion pendant un temps limité, parallèlement à un effort redoublé de propagande.

D'autre part, les camarades s'engagent à mener avec énergie sur les chantiers toute l'action désirable en accord avec le Syndicat et la 13<sup>e</sup> région.

Avant de se séparer, l'assemblée a voté l'ordre du jour suivant :

« Les membres du S. U. B., réunis en A. G., à la Bourse du Travail, le 17 février 1923, déclarent se solidariser entièrement avec le groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie dans son action en faveur de l'assistance des condamnés politiques martyrisés en Russie, et s'associent à toute campagne pour l'assistance et le respect des droits humains en France et dans tous les pays, comme ils réclament la liberté pour Cotin, Bouvet, Taillé, Jeanne Morand et tous autres, les travailleurs du bâtiment la réclament pour nos camarades russes et protestent contre les persécutions systématiques exercées en Russie contre les militants de la Révolution d'octobre 1917, traqués sans merci jusque dans leur liberté d'opinion.

« Ils s'élèvent avec indignation contre la barbarie inouïe du traitement infligé dans les bagnes russes à des représentants du prolétariat, ce qui fait partie d'un plan d'extermination, en particulier, contre la déportation dans les îles de la mer Blanche, aux confins du cercle polaire.

« Les travailleurs du bâtiment demandent au gouvernement russe la libération des détenus politiques et le retour à un régime qui garantisse aux révolutionnaires leur droit d'expression et d'action. »

## Aux Ébénistes

Alors qu'au cours de ces derniers dix mois, le coût de la vie a augmenté de 25 %, les salaires, dans l'ébénisterie, sont restés stationnaires.

Le patronat du meuble, à cause de la baisse du franc, compte sur une reprise importante et prochaine dans notre industrie. Aussi plusieurs fabricants, pour faire échec à nos revendications, s'emparent de faire effectuer des heures supplémentaires.

Il faut que ces messieurs sachent que nous ne sommes nullement disposés à nous laisser faire.

Pour faire appliquer les huit heures, nous allons d'abord nous servir des moyens légaux. Et si ces derniers sont insuffisants, si l'inspecteur du travail est impuissant, nous n'hésiterons pas à avoir recours à une arme plus efficace : l'action directe.

Le Syndicat.

## A LA FAMILLE NOUVELLE

### Un peu de clarté est nécessaire

Je n'ai jamais fait de polémiques dirigées contre des individualités quelconques appartenant aux organisations politiques ou économiques. J'ai en profonde horreur les calomnies déversées sans cesse dans les journaux quotidiens ou hebdomadaires, se réclamant de la lutte révolutionnaire, j'ai des raisons sérieuses pour agir ainsi. J'ai toujours estimé que les polémiques oiseuses ne pouvaient, en aucune façon, servir la classe ouvrière. J'aime la véritable discussion qui peut se faire entre les différentes doctrines politiques ou philosophiques, laquelle peut être profitable à tous les travailleurs conscients qui cherchent à développer leur intellect. Que ce soit en controverses qui intéressent le mouvement ouvrier international ou la lutte locale sur les idées qui ne peut qu'être profitable à tous. Aussi je n'ai jamais refusé la contradiction dans les multiples réunions auxquelles j'ai assisté, je l'ai même recherchée dans le seul but de m'éclaircir et d'en faire également profiter mes camarades travailleurs. Je ne sortirai donc pas de cette manière d'envisager la meilleure façon de comprendre la véritable propagande. C'est un peu à contre-cœur, que je tiens à exposer dans cet article, les manœuvres qui sont organisées systématiquement par les membres d'un parti politique contre d'autres camarades ne pensant pas comme eux sur la question sociale, non pas dans le but d'attiser les haines si regrettables qui divisent le mouvement ouvrier, mais bien pour démontrer par des exemples qu'elles existent.

A la Coopérative « La Famille Nouvelle » une grande partie des sociétaires sont des militants très connus dans les organisations politiques ou syndicales. Aux assemblées de cercle, l'on se croirait dans un petit congrès. Il y a seulement un an, on pouvait remarquer une camaraderie assez sérieuse, les discussions étaient courtoises, chacun faisant son possible pour apporter son concours à la bonne gestion de cette belle œuvre qu'est « la Coopération ».

A l'assemblée générale annuelle de 1923, l'ancien Conseil d'administration fut, après un vote très difficile, remplacé par un bureau composé en grosse majorité de membres du parti communiste. Je fais remarquer que ce changement fut acquis, grâce à l'appui qu'apportèrent à ceux-ci « les libéraux ».

Depuis cette époque, les luttes intestines commencèrent à se développer d'une façon inquiétante. Des brimades, des insultes furent exercées envers ceux qui ne pensaient pas comme le « bureau ». Des attaques sournoises furent tentées contre les libéraux peu nombreux cependant dans la société.

La première de celles-ci fut dirigée contre les syndicalistes et les libéraux, elle fut fonderieusement hypocrite. Il s'agissait de fermer « la Maison commune » sous le prétexte d'intérêt commercial et de transformer celle-ci en restaurant. Cette maison est le refuge de nombreuses organisations n'ayant pas la possibilité de se réunir ailleurs. Les communistes savent très bien la pénurie de salles où les révolutionnaires peuvent en toute sécurité se réunir. Cette grossière manœuvre fut déjouée et après plusieurs votes successifs et pour des raisons diverses, les camarades repoussèrent ce piège qui leur était tendu.

Puis, vint le refus de poser une affiche dans les restaurants, pour sauver le valetureux Mackno.

Ensuite un rapport de la commission exécutive du cercle demandant la suppression des abonnements aux journaux d'avant-garde parmi lesquels le *Libertaire*, la *Bataille syndicaliste* et l'*Égalité*. Le vote sur ce rapport tourna à la confusion de

ses instigateurs et les abonnements furent votés à une bonne majorité. Nos communistes furent battus et ne furent pas contents. Ils voulurent prendre leur revanche, par une circulaire secrète adressée à tous leurs « novateurs ». Les lecteurs du *Libertaire* ont eu l'occasion de la déguster. Circulaire absurde, remplie d'inexactitudes et dont la mauvaise foi évidente contribuait à démontrer que les communistes sont de mauvais joueurs à qui tous les moyens sont bons, quand il s'agit de nuire à leurs camarades de lutte qui ne pensent pas selon l'évangile moscovite. Le principe de ces fameux révolutionnaires est toujours le même : « Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose ». A la dernière assemblée de cercle, le 12 février, une discussion sérieuse sur cette fameuse circulaire tourna encore au détriment de ceux qui tentaient de faire croire que les libéraux ne sont pas des camarades qui savent bien « où ils vont et ce qu'ils veulent ».

Nous n'avons jamais l'habitude d'employer la violence vis-à-vis d'autres travailleurs mais nous savons très bien nous défendre quand nous nous trouvons attaqués. Sans nous étendre plus longuement sur cette question, les communistes comprennent ce que parler veut dire et ils s'abstiendront dans l'avenir de rééditer leurs exploits.

A. SUIRAM.

## Jeunesse Syndicaliste du Bâtiment et des Travaux publics

### AUX OUVRIERS ET OUVRIÈRES SYNDIQUES A LA C. G. T. ET A LA C. G. T. U.

La patte brutale du capital s'abat sur nos pauvres épaules à tous, le coût de la vie augmente terriblement, la journée de labeur s'allonge; la Classe ouvrière est placée devant ce dilemme :

L'Esclavage ou la Révolte  
Nous nous devons de réagir

L'unité doit nous redonner toute notre vigueur.

Seule l'unité peut assembler dans une unique force d'action, nos forces éparées.

L'Unité est-elle possible ? — Oui !

Elle est indispensable.

Si vous la désirez, si vous voulez qu'elle soit un fait, vous assisterez tous au

## MEETING

qui aura lieu à la grande salle de la Maison des Syndicats, 33, rue Grange-aux-Belles.

le Jeudi 21 février, à 20 h. 30.

Venez nombreux pour affirmer unanimement votre désir d'unité.

\*\*\*

En outre, la J. S. organise une

## GRANDE FÊTE PROLÉTAIRE

à la Bourse du Travail, Salle Ferrer, le samedi 8 mars, à 20 h. 30.

Camarades, amenez-y vos compagnes et vos enfants !

## L'action Syndicale dans le Textile de l'Isère

Dernièrement, se tenait à Voiron, une réunion de tous les syndicats textiles de l'Isère, confédérés et unitaires de Moirans, Vizille, Sillans, Fures, Corbelin, Izeaux, Charavines-Massieux, Les Avenières, Saint-Bueil, Les Abrets, Pont-de-Beauvoisin, Entre-Deux-Guiers.

Tous furent unanimes à décider une action commune pour une augmentation de salaire, plus en rapport avec le coût de la vie. Ils s'engagèrent à faire le nécessaire par la parole et par la presse pour que les travailleurs comprennent leur devoir de classe et pour amener les camarades étrangers à l'organisation. Une délégation fut désignée pour se présenter devant nos employeurs.

En résumé bonne réunion qui portera ses fruits, surtout si nous savons toujours, malgré les tendances, rester étroitement unis pour la lutte de classe !

Il a été constaté depuis que le coefficient de vie chère était des plus élevés dans la région et qu'il était juste et indispensable de réclamer une augmentation de salaire de 50 % avec effet rétroactif depuis le 1<sup>er</sup> février dernier.

Marie BEC.

## Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Gabriel BRAYE

Imprimerie spéciale du *Libertaire*  
10-12, rue Paul-Lelong, Paris

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Camarade administrateur du « *Libertaire* »  
9, rue Louis-Blanc, Paris (10<sup>e</sup>)

Ci-joint veuillez trouver (ou bien)

Je vous adresse ce jour d'autre part la

somme de.....

en mandat-poste (ou carte) ou chèque

postal pour un abonnement de..... mois.

NOM et PRENOMS.....

PROFESSION.....

ADRESSE.....

DEPARTEMENT.....

## Communiqués Syndicaux

**Fédération du Bâtiment.** — Réunion de la Commission exécutive ce soir, à 20 h. 30 précises, au siège.

**Aménagement parisien.** — Ce soir : Réunion des maisons suivantes, à 18 heures, salle Chervin, 33, rue de Montreuil : Basin-Moutié, 110, rue de Montreuil ; La Conflance, 4, passage du Bureau ; Pastel, boulevard de Charonne ; Lucas, 5, rue Tilton ; Jalbeau, 43, rue de Reuilly. Orateurs : Fayet et Bleux.

**Vendredi.** — A 18 heures, à la maison du Peuple, 100, rue de Paris, à Montreuil : Réunion générale de quarante fabriques d'aménagement de la ville de Montreuil-sous-Bois. Orateurs : Fayet, Rossignol et Demouilliers.

**Boulangers.** — Ce soir, à 17 heures : Réunion du Conseil, Bourse du Travail, 2<sup>e</sup> étage.

**Peintres en bâtiment.** — Tous à l'assemblée générale qui aura lieu demain, jeudi, à 18 heures, salle Bondy, Bourse du Travail, où votre présence est plus qu'indispensable pour faire un bon travail.

**Syndicat unique des P.T.T.** — Réunion du Groupe souterrain ce soir, à 17 h. 30, Bourse du Travail, salle Bondy.

**Machinistes et Accessoires de Paris.** — Réunion ce soir, à 20 heures, salle des Commissions, Bourse du Travail, 3<sup>e</sup> étage. Les syndiqués ont le droit d'assister à cette réunion plénière, à titre auditif.

**Métaux (Section du Bronze).** — Ce soir, à 19 heures, Bourse du Travail, local habituel : Réunion du Conseil.

**Industrie hôtelière (Restaurateurs à la carte).** — Aujourd'hui, de 15 à 18 h., salle des Trois-Mousquetaires, 88, rue Richelieu : Réunion corporative. Ordre du jour : Les Frais ; les Troncs ; la Main-d'œuvre étrangère.

Appel aux syndiqués et non syndiqués.

**Hôtels, Cafés, Restaurants et Bouillons.** — Demain, à 19 heures : Grande Réunion pour toutes les catégories, annexe de la Bourse du Travail, 20, rue du Boulou.

**Vendredi 22, à 21 heures :** Réunion des conseils syndicaux de la Fédération de l'Alimentation.

Tous les conseillers devront être présents.

**Minorité des Cheminots.** — Réunion des Cheminots syndicalistes de la région parisienne, ce soir, mercredi 20 février, à 20 h. 30, avenue Malherbe-Moreau. Présence indispensable de tous. Décisions importantes à prendre.

**Minorité des Chauffeurs-Mécaniciens, Conducteurs Électriques.** — Les camarades minoritaires et sympathisants sont priés d'assister à la réunion de la Minorité qui aura lieu samedi 23 février, à 18 h. 30, à la Bourse du Travail, 4<sup>e</sup> étage, bureau 13.

**Minorité des Employés.** — La Minorité syndicaliste révolutionnaire, comprenant les employés de toutes catégories, devait se réunir mercredi, 20 février ; malheureusement, nous avons été prévenus qu'il n'y avait aucune salle de libre à la maison des Syndicats, avenue Malherbe-Moreau.

De toute façon, la réunion se tiendra la semaine prochaine, et nous ferons connaître la salle où elle aura lieu, par la voie de la « Bataille syndicaliste », du « *Libertaire* » et de l'« *Égalité* ».

**Minorité de l'Habillement.** — Demain soir, à 21 heures, salle du café « La Torpille », 9, faubourg du Temple, coin de la rue de l'Entrepot : Réunion des camarades adhérents au Groupe autonome des Travailleurs de l'Habillement. Tous ceux qui prononcent contre la politique dans le syndicat et tous ceux qui, dégoûtés, ont quitté le syndicat, sont cordialement invités à assister à cette réunion.

Constitution définitive du groupement autonome : Proposition de statuts ; Désignation d'un Bureau et Conseil d'administration ; Examen de la situation corporative ; Propagande, Action ; Divers.

**Jeunesse syndicaliste des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup>.** — Mercredi dernier, des circonstances ont obligé notre camarade Francis Monnier à remettre à ce soir sa conférence sur « les Origines de l'homme ». Mercredi prochain, celle d'André Bonder sur « les Constitutions des sociétés ».

Nos réunions se tiennent à la maison des Syndicats, 2, rue Saint-Bernard.

**Jeunesse syndicaliste de Clichy.** — Ce soir, à 20 h. 30 : Réunion habituelle : suite de la causerie Sirolle.

**Jeunes syndicalistes.** — Les jeunes des Métaux et du 14<sup>e</sup> sont priés d'assister au meeting de la J.S. du Bâtiment.

## DANS LE S.U.B.

**PERMANENCE PRUDHOMALE** de 19 à 20 h., bureau 13.

**DEMAIN, tous au meeting sur l'Unité !**

**PROTESTATION.** — Le Conseil général du S.U.B., s'appuyant sur la motion votée par l'A.G. le 17 février et réclamant l'amnistie partout, à tous les détenus politiques, s'élève avec véhémence contre le déni de justice dont est victime Jeanne Morand qu'il assure de toute sa sympathie.

**SERRURIERS.** — Aux ouvriers de chez Borel :

Devant la hausse constante du coût de la vie, il est de votre devoir de redresser la tête et de vous dresser face à vos patrons pour exiger de quoi vivre. Aussi, vous serez tous à la réunion qui aura lieu ce soir, à 18 heures, salle Roudier, où des camarades vous exposeront la situation et la nécessité de faire appliquer le cahier de revendications de la 13<sup>e</sup> région.

**MOULEURS-MOSAISTES.** — La maison Somsoy, avenue de Saint-Ouen, exigeait de ses ouvriers, après la grève, une production plus forte en travaillant une heure de moins et, comme les ouvriers sont payés à l'heure, c'étaient davantage de carreaux fabriqués pour moins cher. Les camarades sont tous partis. Que personne ne se présente à cette maison jusqu'à la décision que prendra l'assemblée de la corporation, dimanche, 24 février, à la Bourse du Travail.

## NECROLOGIE

**Plombiers-Couvreurs.** — Les camarades de la Section des Plombiers-Couvreurs (S.U.B.) sont invités, ainsi que les corporants, à assister aux obsèques du camarade Ménard, militant connu dans la région de Bourges, tré d'une chute dans son travail. Rendez-vous à 8 h. 45, 17, rue de la Montagne-Sainte-Genève.

**Peintres en bâtiment.** — La Chambre syndicale des Peintres et sa Section d'Asnières invitent les camarades à assister aux obsèques du camarade Venouse.

Le convoi partira 40, rue Jeanne-d'Arc, à 11 heures.

## PETITE CORRESPONDANCE

Camarade pourrait-il donner à Perez l'adresse actuelle de Guigne, ex-secrétaire de syndicat à Port-de-Bouc ? Répondre au journal, qui transmettra.

Le Meilleur est prié de passer chercher sa bécanne, qui est réparée. — Lesimple.

Voiturette de poupée est demandée pour prêt au Groupe artistique.

Ugo Treue est prié de passer au « *Libertaire* » aujourd'hui, entre 18 et 19 heures.

## La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

FEDERATION ANARCHISTE DE LA REGION PARISIENNE

## RÉUNION EXTRAORDINAIRE

Pour épuiser l'ordre du jour de la dernière assemblée, les camarades de la région sont invités à se réunir samedi à 8 h. 30, Maison Commune, 49 rue de Bretagne.

Est ajouté à l'ordre du jour : le Congrès extraordinaire de l'Union anarchiste du dimanche 24 courant.

**Ecole du Propagandiste anarchiste.** — Rue du Château-d'Eau, 51, salle du café des Ardennais : Cours élémentaire de français pour les étrangers et les Français illettrés, ce soir, à 21 h. très précises.

**Groupe anarchiste universitaire.** — Demain jeudi, réunion hebdomadaire du Groupe, à 20 h. 30, salle Salsac, 6, rue Lanneau (5<sup>e</sup>).

**Groupe des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>.** — Les nécessités de chaque jour nous font comprendre qu'il est utile, pour la défense et la propagation de notre idéal par une propagande effective et de tous les instants, de nous grouper pour bien nous connaître et en obtenir ainsi les meilleurs résultats.

Appel est fait à tous les camarades sympathiques, lecteurs et amis du « *Libertaire* » habitant les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> arrondissements, pour la formation d'un groupe.

Réunion demain soir, à 20 h. 30, salle Salsac, 6, rue Lanneau, Paris (5<sup>e</sup>).

**Groupe libertaire de Levallois.** — La réunion publique et contradictoire organisée par le Groupe samedi dernier fut des plus intéressantes. Le sujet choisi : « En Russie rouge », fut développé par le camarade Chazoff devant un auditoire des plus attentifs.

Des camarades communistes étaient présents ; deux d'entre eux prirent la parole pour défendre la dictature « moscovite ». Le camarade Chazoff n'eut pas de peine à leur répondre et les applaudissements des auditeurs lui donnèrent raison.

On fit, en partant, une collecte au profit du « *Libertaire* », et le montant en fut remis au camarade Chazoff.

A l'issue de la réunion, de nouveaux adhérents se firent inscrire.

Il est rappelé aux amis que le Groupe se réunit vendredi prochain, 22 février, à 20 h. 30, au siège, 28, rue Cavé.

## Province

**Fédération anarchiste du Nord et du Pas-de-Calais.** — En raison du Congrès extraordinaire qui se tiendra dimanche à Paris, au sujet du « *Libertaire* », les camarades de Lille, Roubaix, Tourcoing, etc. sont priés de se réunir demain jeudi à 19 heures, chez Périot, à Wasquhal.

Réunion du C.I. de la Fédération les deuxième et dernier jeudis de chaque mois. La prochaine réunion aura lieu le 29 février, au siège.

Le Groupe d'Onnaing est prié de se mettre en rapport avec la Fédération pour la propagande.

Même avis pour les autres groupes.

Ecrire à Périot Albert, rue d'Elme, à Wasquhal (Nord).

**Groupe libertaire de Vierzon.** — Un appel pressant est fait aux camarades pour assister nombreux à la réunion de demain, salle Laroche, à Vierzon-Village.

Causerie faite par un camarade sur « le Lendemain de la Révolution ».

**Groupe libertaire du Havre.** — Vendredi, 22 février : Causerie publique et contradictoire sur « le Libre-Arbitre et le Déterminisme », par le camarade Roger.

Invitation à tous.

## Pour que vive le « Libertaire »

Un Docteur sympathisant, 52 fr. ; D..., 5 fr. ; Pujos, 1 fr. ; un Ariégeois, 2 fr. ; Castagné, 1 fr. ; Mabire, 5 fr. ; Fasciaux, 1 fr. ; Louéat, 5 fr. ; un Espérantiste libertaire, 1 fr. 60 ; Louis Lemessine, 20 fr. ; M. et Mme Gobeaud, 10 fr. ; N. Dominique, 3 fr. ; Journet, 1 fr. ; Groupe du Drancy, 10 fr. ; Digo, 5 fr. ; Clotier, 5 fr. ; Antonio Peiro, 3 fr. ; André, 5 fr. ; Copain de Fresnes, 1 fr. 50 ; Quaglinio, à Turin, 10 fr. ; Roussel, 5 fr. ; un Bouff, 2 fr. ; Béton, 1 fr. ; Depret Georges, 5 fr. ; Pierre Jordan, 50 fr. ; un Destructeur de calotins, 2 fr. ; Anonyme, 5 fr. ; Bulgéron Pierre, 10 fr. ; Taxi, 2 fr. ; Mendès N., Apostolides, 100 fr. ; Le Béche, 3 fr. ; Mailhot, 5 fr. ; Arrigard, 2 fr. ; Valencas, 1 fr. ; Cassier, 1 fr. ; Duvaud, 1 fr. 50 ; Rochet, 5 fr. ; M.S.A.F., 10 fr. ; J. Guérin, 10 fr. ; Tony Charret, 22 fr. ; Madeleine, 1 fr. 50 ; Rabelais, 9 fr. ; Meyer, 9 fr. ; remis par Chazoff, 22 fr. ; Leroy, 0 fr. 75 ; Paul Boulle, 1 fr. ; Duplex, 3 fr. ; Collecte faite au Pamplet du Raincy, 22 fr. ; Bondoux, 5 fr. ; Boesni, 4 fr. ; Nollet, 1 fr. ; X., 3 fr. ; La Boulange, 1 fr. ; Bigorgne, 7 fr. ; Pierre, 2 fr. ; Léon Lodo, 5 fr. ; Duvoisin, 1 fr. 05 ; un Copain, 1 fr. ; Kérel, 10 fr. ; Dauchel, 2 fr. ; R. M., 1 fr. 50 ; Louis Gaston, 5 fr. ; une Sympathique, 3 fr. 50 ; M.S.A.F., 1 fr. 50 ; Leuville, 1 fr. ; Vebert Eugène, 2 fr. ; Buttin René, 1 fr. 25 ; Titi, 2 fr. ; Namporre, 17 fr. 65 ; Rsa, 2 fr. 50 ; Morel, à Lyon, 2 fr. 95 ; Espagnol, 1 fr. 95 ; Pujol, 1 fr. ; En passant, 1 fr. 10 ; X.Y., 2 fr. ; Vente d'un pardessus au Groupe de Lille, 34 fr. ; Olivier Mathieu, 2 fr. ; Vergnaud, 10 fr. ; Foray, 5 fr. ; La Gueule noire, 2 fr. 50 ; Drugmanne, 10 fr. ; Deux Thierrois, 4 fr. ; Foray, 5 fr. — Total de la présente liste : 617 fr. 70.

## Communications diverses

**Comité général pour l'Amnistie.** — Réunion de tous les délégués, à 20 h. 30, bureau habituel, 33, rue de la Grange-aux-Belles. Présence indispensable.

**Les Fêtes du Peuple.** — A 20 h. 30, à l'« *Égalitaire* », 17, rue de Sambre-et-Meuse : Chorale (femmes).

**Groupe théâtral.** — Un pressant appel est fait à tous les camarades hommes et femmes susceptibles de prêter leur concours dans la partie concert (chants, récits) des fêtes qu'il doit organiser.

Venir ce soir à la répétition qui aura lieu à 20 h. 30 à la brasserie de la Mairie, 61,